

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY

REPORT NO. [REDACTED]

INFORMATION REPORT

CD NO.

SUBJECT: Hungary

DATE DISTR: 30 June 1969

SOURCE: Arrests in Hungary Continue; Transmitter
to be Erected

NO. OF PAGES: 1

25X1A

NO. OF ENCLS.
[REDACTED] BELOWCLASSIFICATION
[REDACTED]

25X1X

25X1A

SUPPLEMENT TO: [REDACTED]
REPORT NO. [REDACTED]

1. The arrests of "nationalist" Communists continue in Hungary; by 14 June, 261 Communists had been placed under arrest.
2. A former Hungarian officer told source that anti-personnel mines are being sown all along the Austrian frontier and that a large number of trained dogs have been brought from the Soviet Union to help patrol the border.
3. From 1 August on, all Hungarians in Budapest "who do not work" will be expelled from the capital and taken to the provinces.
4. The Hungarian authorities are reportedly selling passport and exit visas for the price of 200 to 300 forint per person.
5. A short wave transmitter is to be installed in Budapest for the purpose of broadcasting in Spanish to Latin America and Spain.
6. The Hungarian-Spanish and the Hungarian-French Societies and similar organizations will be merged into an "institute of cultural relations" and charged with the task of supplying information to the Cominform.
7. The Spanish Communist Party has its connection with the Cominform through the Hungarian Spanish Society. Laszlo Andras and Vincente Arroyo conduct the liaison activities. Andras lived in Spain from 1942 to 1946 and worked in Madrid (under the name of Fischer) for a North American organization which aided refugees.
8. Soviet Ambassador G.M. Pushkin, who was replaced by Arseni V. Tishkov, was recalled by Moscow because of negligence in the Laszlo Rajk arrest.

CLASSIFICATION: SECRET/CONTROL - U.S. OFFICIALS ONLY

[REDACTED]

25X1A



Courses given by the
French Communist Party
at its
Elementary School

L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
EDITION DE JANVIER 1947

COURS N° 1

**LA NATION
FRANÇAISE
ET LES
CLASSES
SOCIALES**

Édité par la Section Centrale d'Education
du Parti Communiste Français
44, Rue Le Peletier, PARIS

Les quatre leçons de l'école élémentaire portent désormais sur les sujets suivants :

Approved For Release 2001/06/09 : CIA-RDP83-00415R003200040007-4

1 - La nation française et les classes sociales.

2 - L'idéal des communistes.

3 - La politique communiste.

4 - Le Parti.

Les améliorations apportées au programme des écoles élémentaires, au contenu et à la présentation des cours seront plus efficaces encore si les professeurs réalisent, afin de bien s'en pénétrer, les instructions et les conseils maintes fois doutes à ce sujet dans les numéros successifs d'apprentissage.

En terminant, nous voudrions attirer l'attention des dirigeants de sections sur l'ordre des conditions du succès des écoles élémentaires : la sélection des élèves. Il faut, nous l'avons dit souvent, que le plus grand nombre de membres du Parti passe par les écoles élémentaires. Mais ils ne doivent pas y passer au hasard. Doivent d'abord être sélectionnés les membres des bureaux et comités de section qui ont pas encore suivi d'école, les membres des bureaux de cellulo et, en général, les adhérents les plus actifs. Pendant ce temps, les autres camarades, en participant aux réunions de cellule qui doivent comporter une partie éducative, s'éduquent dans la vie et se préparent à suivre ultérieurement les cours dans de bonnes conditions.

LA SECTION CENTRALE D'EDUCATION
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

P.S. -- Voici, à titre d'exemple, comment une école de section devra se dérouler, à raison d'une séance par semaine :

Séance d'ouverture :

- a) explications sur le fonctionnement de l'école;
- b) remise aux élèves de la brochure n° 1 à étudier dans la semaine qui suit;
- c) remise aux élèves du travail pratique n° 1 à rédiger dans la semaine qui suit.

2^e séance :

- a) questions du professeur sur la brochure n° 1 (1 heure);
- b) remise au professeur du travail pratique n° 1 en vue de sa correction dans la semaine qui suit;
- c) remise aux élèves de la brochure n° 2 et du travail pratique n° 2.

3^e séance :

- a) questions du professeur sur la brochure n° 2 (1 heure);
- b) correction orale et critique du travail pratique n° 1 (1/2 heure);
- c) remise au professeur du travail pratique n° 2;
- d) remise aux élèves de la brochure n° 3, et du travail pratique n° 3.

4^e séance :

- a) questions du professeur sur la brochure n° 3 (1 heure);
- b) Correction orale et critique du travail pratique n° 2 (1/2 heure);
- c) Remise au professeur du travail pratique n° 3;
- d) remise aux élèves de la brochure n° 4.

5^e séance :

- a) questions du professeur sur la brochure n° 4 (1 heure);
- b) Correction orale et critique du travail pratique n° 3 (1/2 heure).

Séance de clôture :

Avec participation des dirigeants de la section. Il sera bon d'inviter à cette séance, autant que possible, la famille de chaque élève.

INTRODUCTION

Le Parti Communiste français est le parti de la classe ouvrière ; il est en même temps le parti du peuple entier.

Le Parti Communiste français s'est dressé le premier, avant 1940 pour assurer la sécurité de la France et barrer la route au fascisme ; puis pour la libération nationale ; aujourd'hui, il est à l'avant-garde de la lutte pour la renaissance et la sécurité de la nation.

Le Parti communiste français lutte pour que l'Etat en France soit une démocratie véritable, pour la rénovation de la démocratie.

Pour comprendre clairement ces problèmes, il est nécessaire d'avoir des idées justes sur les questions suivantes :

1. La Nation française,
2. Les classes sociales,
3. La position des principales classes sociales dans la Nation,
4. L'Etat,
5. La démocratie.

Tel est l'objet de ce premier cours.

I. — LA NATION FRANÇAISE

La Nation française est une réalité. Les liens qui unissent les Français entre eux sont des liens réels.

Les Français constituent une nation, la nation française. C'est une réalité dont nul ne peut nier l'existence et dont le sort préoccupe au plus haut degré les communistes français.

C'est pour rendre à la nation française son indépendance que les communistes n'ont reculé devant aucun sacrifice quand l'envahisseur foulait le sol de la patrie.

C'est pour garantir à la nation française son indépendance que les communistes ont mené et mènent depuis la libération la bataille de la production et la lutte pour les réparations et la sécurité.

Ce n'est pas par hasard, ni par manœuvre que les communistes ont adopté et adoptent une telle attitude.

C'est parce qu'ils sont communistes que les communistes français sont les plus sûrs garants de l'indépendance et de la grandeur française.

Qu'est-ce qu'une nation?

C'est une communauté d'hommes et de femmes constituée selon des conditions déterminées.

AVANT-PROPOS

En tête de la première brochure de l'école élémentaire éditée au mois d'octobre 1944, nous donnions un certain nombre d'indications qui conservent toute leur valeur, pour nos professeurs et élèves.

Voici les plus importantes de ces indications :

Les écoles élémentaires du Parti ne tendent nullement à l'enseignement dogmatique de quelques formules passe-partout : elles tendent à éclairer des problèmes français du présent à la lumière de notre théorie éprouvée.

C'est dire que les leçons de l'école élémentaire ne sauraient être assimilées comme un exposé général de la théorie du Parti. Cet exposé, nos camarades le trouveront ultérieurement dans les ouvrages de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline, dans l'histoire du Parti communiste de l'U.R.S.S., comme ils trouveront dans les documents du Parti Communiste Français, dans les écrits de ses dirigeants des développements beaucoup plus complets de notre politique.

Le rôle de l'école élémentaire, c'est d'apporter à chaque membre du Parti les notions qui lui sont immédiatement indispensables pour bien accomplir sa tâche et c'est aussi de préparer chaque membre du Parti à une étude politique et théorique plus poussée.

Chacun des cours doit être étudié individuellement par tous les membres du Parti. Chacun des scatres des écoles élémentaires qu'il faut dès à présent organiser en masse, d'après les instructions données aux camarades responsables, sera consacrée au contenu d'une brochure, le rôle du professeur se bornant à interroger les élèves, à diriger la discussion et à conclure sur chaque question.

Il est évident que les cours élémentaires peuvent et doivent être diffusés parmi les sympathisants du Parti, qui trouveront en lisant de nouvelles raisons d'aimer le Parti, de le soutenir ou d'y adhérer.

Enfin, nous mentionnons à la fin de chaque brochure une bibliographie très simple; nos élèves seront ainsi en mesure, une fois l'école finie, d'approfondir l'étude des sujets traités dans les différents cours.

Soucieux d'améliorer sans cesse l'éducation des membres du Parti, la direction du Parti présente aujourd'hui une nouvelle édition des cours élémentaires pour les écoles de section.

Tenant compte de l'expérience des écoles antérieures et des suggestions formulées par les militants qui les ont dirigées et par les élèves qui les ont suivies, la direction du Parti a apporté des modifications importantes à cette nouvelle édition.

Une des difficultés les plus fréquemment signalées est la trop longue durée des écoles de section. Pour y pallier, le nombre des brochures a été réduit à quatre.

De plus, le contenu des brochures des éditions précédentes était généralement trop lourd et trop complexe pour la plupart des écoles de section.

C'est pour cette raison que les nouvelles brochures ont été, en même temps qu'actualisées, allégées et simplifiées.

Afin de rendre leur étude plus facile, ces nouvelles brochures sont illustrées au moyen de graphiques et de gravures qui permettront aux élèves de mieux retenir par l'image certaines démonstrations réduites dans le texte à leur plus simple expression.

Afin que les écoles de section soient aussi vivantes et profitables que possible, l'enseignement sera désormais complété par des exercices pratiques pour lesquels les professeurs trouveront toutes indications utiles dans le numéro spécial du bulletin *Apprendre*, édité à cet effet par la Section Centrale d'Éducation.

Première condition

Approved For Release 2001/06/09 : CIA-RDP83-00415R003200040007-4

Pour qu'il y ait nation, il faut que les individus qui la composent forment une communauté stable et historiquement constituée.

Il ne s'agit pas d'une question de race. Certains ont assimilé la race à la nation. Le racisme a été un instrument idéologique du fascisme. Il a servi de justification à maintes agressions contre telle ou telle nation.

Le fascisme a subi une défaite militaire, mais le racisme n'est point mort. Il sert souvent aujourd'hui d'instrument aux colonialistes qui visent à maintenir dans un état de sujétion les peuples des territoires d'outre-mer que l'on présente comme des races inférieures.

La France a vu converger vers son sol, dans le passé, les races les plus diverses qui, toutes, l'ont marquée de leur empreinte : Ligures, Ibères, Celtes, Romains, Germains, Arabes, Normands, etc.

Les Français ont été réunis, non par la race, mais par une histoire commune.

Il en est d'ailleurs de même des autres nations.

Mais pour être une Nation, cette communauté doit être également stable.

Par exemple, l'empire fondé par Napoléon, dépassant les frontières de la France et s'étendant sur l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, etc., ne formait pas une nation.

C'était seulement un « conglomérat de groupes accidentels et peu liés entre eux » (Staline). C'était un ensemble disparate lié au destin d'un conquérant, s'accroissant avec ses succès et s'évanouissant avec ses défaites.

Deuxième condition

Pour qu'il y ait nation, il faut aussi qu'il y ait communauté de langue.

Il faut que, d'un bout à l'autre du territoire, les hommes puissent se comprendre. En France, il peut y avoir des patois, des dialectes dans lesquels s'expriment les traditions populaires ; mais il y a une seule langue parlée par tous les Français.

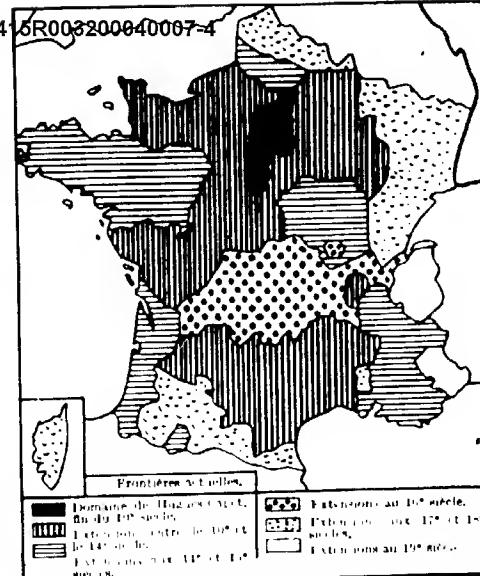
La langue française est le produit de l'influence réciproque des parlers de diverses provinces auxquels se sont ajoutées des influences savantes et des influences étrangères.

Troisième condition

Pour qu'il y ait nation, il faut aussi qu'il y ait communauté de territoire ; la communauté de langue ne suffit pas.

L'histoire des Etats-Unis est, à ce sujet, très caractéristique.

Les Anglais, transplantés au nouveau continent, coupés de leur nation d'origine, vont se fondre avec d'autres hommes qui appartenaient à d'autres nations. Avec eux, sur un territoire nouveau, ils vont fonder une nouvelle nation : la nation nord-américaine.



FORMATION DE L'UNITÉ TERRITORIALE FRANÇAISE

De même les Espagnols et les Argentins bien qu'ils parlent la même langue, l'espagnol, ne forment pas une seule nation.

Pour qu'il y ait nation il faut donc qu'il y ait également communauté de territoire.

C'est ainsi que la réunion sur un même territoire de peuples d'origines diverses (Berbères, Arabes, Israélites, Européens) est un des éléments constitutifs de la nation algérienne en formation.

Quatrième condition

Pour qu'il y ait nation, il faut aussi qu'il y ait cohésion économique entre les différentes parties du territoire intéressé.

La France a réalisé son unité économique. Les progrès du machinisme, le développement des moyens de transport ont permis une division du travail entre les différentes régions. Cette division du travail, qui crée la solidarité entre les diverses parties du territoire est un facteur essentiel d'unité.

En supprimant les douanes intérieures, la Révolution de 1789 tressera, du point de vue économique, Approbated For Release 2001/06/09 : CIA-RDP83-00415R003200040007-4

Quand, en France, chaque région travaillait pour elle seule, produisant et fabriquant ce qu'il était nécessaire : son blé et son vin, sa toile, son drap et son cuir, quand il fallait payer des droits pour transporter les marchandises de Bourgogne en Champagne, du Berry en Normandie ou en Bretagne, quand les poids et les mesures variaient d'un endroit à l'autre, l'unité nationale ne pouvait être considérée comme achevée. C'est la raison pour laquelle, si l'unité française a de lointaines origines, elle est cependant un fait moderne.

Cinquième condition

Il faut enfin, pour qu'il y ait nation, une mentalité commune, un esprit commun qui s'exprime dans la culture nationale.

Par exemple, l'esprit français, dont les caractères de clarté, de logique, de combativité s'expliquent par notre développement historique, est différent de l'esprit britannique ou de l'esprit américain. Il s'exprime notamment dans une littérature originale, dans des formes d'art différentes de celles des autres nations.

Tels sont les traits caractéristiques de la réalité nationale. Il est bien évident que chacun ne saurait être considéré isolément. Il faut qu'ils soient réunis pour qu'on puisse parler de nation.



Naturellement, comme tout phénomène historique, la nation évolue. Certaines nations ont disparu. D'autres, au contraire se forment.

Staline, le plus grand théoricien de la question nationale, qui a su, dans la pratique, résoudre le problème national dans le cadre gigantesque

d'un Etat rassemblant cent peuples divers, donnait en 1913 cette définition : CIA-RDP83-00415R003200040007-4

« La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture. »

(STALINE, "Le marxisme et la question nationale et coloniale")

Il apparaît qu'aujourd'hui, les trusts sans patrie sont devenus les pires ennemis de la nation. Ils l'ont trahi. Ils font obstacle à sa renaissance. Pourquoi? C'est ce que l'on comprendra en étudiant les classes sociales.

II. — LES CLASSES SOCIALES

I. Qu'est-ce qu'une classe sociale?

« Par classe sociale, on entend, un ensemble de gens qui, dans la production, jouent un rôle similaire, sont à l'égard d'autres hommes dans des rapports identiques. »

(LÉNINE)

Exemple : Tous les ouvriers dans les usines (que ce soit des usines de métallurgie, de produits chimiques, etc.) jouent dans la production un rôle similaire : ils produisent des richesses et ils sont à l'égard d'autres hommes (les patrons propriétaires des usines), dans des rapports similaires : ceux d'ouvriers à patrons.

Ils constituent donc une classe sociale.

2. Les classes sociales en France

En France, depuis l'abolition de la féodalité (révolution de 1789), les deux classes fondamentales, antagonistes, ont été la classe capitaliste et la classe ouvrière.

a) La classe capitaliste est essentiellement composée par les propriétaires de moyens de production (usines, mines, machines, etc.) qui exploitent le travail salarié.

Il y a un demi-siècle, le développement de la concentration capitaliste a commencé à donner naissance, dans certaines branches de l'industrie, à des monopoles (groupements capitalistes géants résultant de l'entente entre plusieurs grands capitalistes et de l'absorption de concurrents plus faibles).

Ces monopoles — cartels et trusts — dominent la branche de production dans laquelle ils sont nés.

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, ils se développent et règnent sur les branches essentielles de la production française.

LA CONCENTRATION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES EN FRANCE						
Régression constante du nombre des petites entreprises, absorbées par les grosses.						
ANNEE	Entreprises industrielles de 1 à 10 salariés	Entreprises industrielles de 11 à 100 salariés	Entreprises emplo. de 101 à 2 000 salariés	Entreprises emplo. plus de 2 000 salariés	Nombre total des entreprises et % de la régression depuis 1901	
1901	572 839	47 771	4 162	64	624 896	
1921	473 455 -18%	48 011	6 146 + 49%	109 + 70%	527 751 -16%	
1936	415 475 -14%	46 076	6 133 + 48%	112 + 75%	467 626 -26%	

Dès lors, les maîtres des monopoles et ceux de quelques banques géantes, étrangement liés entre eux, constituent une caste qui domine toute l'économie française. C'est ce qu'on appelle en France les **deux cents familles**, les **hommes des trusts**.

Par exemple : l'influence du groupe Schneider s'étend sur plus de 200 sociétés depuis l'Union européenne Industrielle et Financière et la Banque franco-polonaise, jusqu'à l'Alimentation en passant par la Métallurgie, le Charbonnage, les Constructions navales, la Mécanique et l'Optique, l'Électricité, les Ports et Affaires coloniales, sans compter les très importants intérêts étrangers.

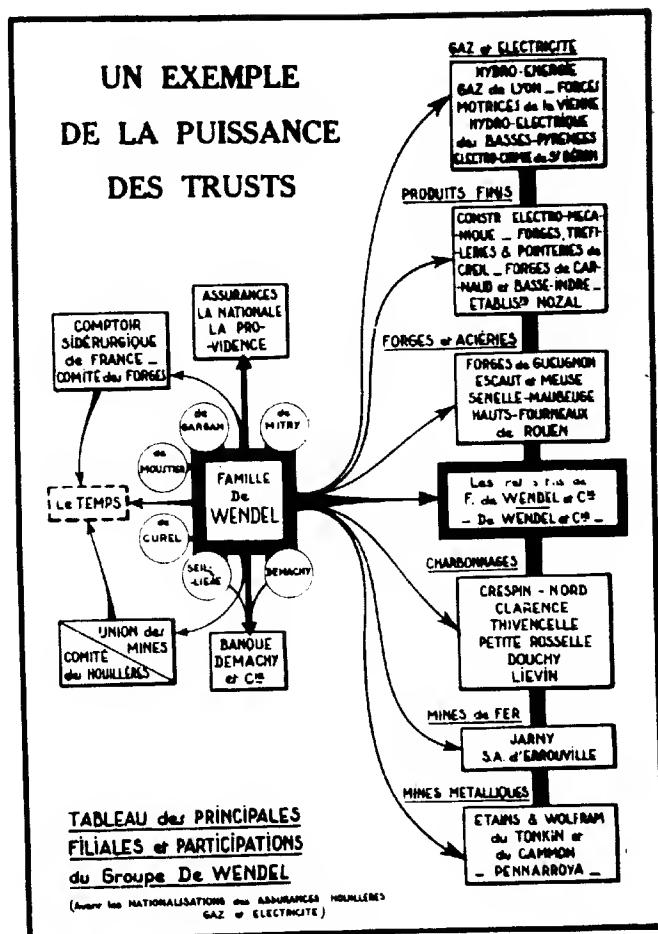
Ainsi, la classe capitaliste à notre époque, comprend d'une part, les maîtres des trusts, d'autre part, les autres capitalistes.

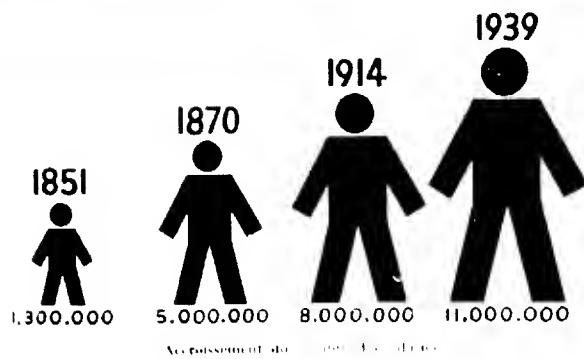
b) La classe ouvrière est composée par les hommes et les femmes dépourvus de tous moyens de production et obligés en conséquence de vendre leur force de travail aux capitalistes.

c) Les autres classes :

L'existence de ces deux classes fondamentales ne doit pas faire perdre de vue les autres groupes sociaux, réunissant des millions de Français, notamment :

- Les diverses classes qui constituent la paysannerie ;
- Les artisans, les petits et moyens commerçants ;
- Les fonctionnaires ;
- Les intellectuels.





3. Le phénomène de l'exploitation capitaliste

a) Les ouvriers, dépourvus de moyens de production, sont contraints de vendre leur force de travail aux capitalistes.

b) Les capitalistes se servent de cette force de travail pour mettre en action les moyens de production qu'ils possèdent. Ainsi est créée une certaine quantité de marchandises qui sont le fruit du travail humain.

c) Les capitalistes paient alors aux ouvriers un salaire qui ne correspond pas à la valeur des produits qu'ils ont créés par leur travail, mais qui correspond simplement à la valeur des produits nécessaires aux ouvriers pour vivre et entretenir leur famille.

d) La différence qui existe entre la valeur des marchandises produites et le salaire payé reste la propriété des capitalistes. **C'est la plus-value, source du profit capitaliste.**

Telle est la base de l'exploitation de l'homme par l'homme en régime capitaliste.

e) Les hommes des trusts ne se bornent pas à exploiter directement les ouvriers de leurs entreprises. Maîtres de la plupart des richesses de la nation, ils tiennent sous leur coupe les autres classes de la population (exemple : le trust des engrâis et les paysans) : ils règnent même sur la plupart des capitalistes « indépendants » (exemple : par la fourniture ou le refus des matières premières).

Cette caste dispose d'une puissance considérable qui lui permet d'exercer sur l'Etat une pression très forte.

III. — LA POSITION DES PRINCIPALES CLASSES SOCIALES DANS LA NATION

Tout évolue dans le monde. Les classes sociales comme le reste. Nous venons de voir que la fonction d'une classe sociale est déterminée par la place qu'elle occupe dans la production. Les capitalistes détiennent les moyens de production qui sont leur propriété personnelle.

Or, le mode de production est devenu social (par exemple, il faut que de nombreux ouvriers travaillent en commun pour fabriquer une automobile). Il y a donc contradiction entre le mode de propriété resté individuel et le mode de production devenu social.



Le capitalisme a transformé le caractère de la production qui, d'individuelle, est devenue collective.



Parce qu'elle est sociale, collective, la production pourrait connaître un essor illimité. Mais parce que les principales richesses sont la propriété privée de quelques-uns, la majorité de la population est pauvre, ce qui fait obstacle à l'essor de la production.

La classe ouvrière pour satisfaire aux intérêts de tous, mettra fin à cette contradiction en mettant les moyens de production à la disposition de tous. C'est ce qu'on appelle le socialisme. Cela donnera un élan nouveau aux forces productives. **Pour cette raison la classe ouvrière est une classe de progrès.**

Il y a ainsi, à chaque moment de l'histoire, des classes montantes et des classes décadentes.

Or, l'étude scientifique de l'évolution des sociétés humaines a permis de dégager la loi suivante :

Quand une classe a achevé son rôle historique, elle devient un obstacle au développement d'Approved For Release Under the Freedom of Information Act 2000
tandis que les intérêts de la classe montante coïncident avec l'intérêt national.

Exemples

a) En 1789, la classe féodale a achevé son rôle et devient un obstacle au développement de la société, en maintenant la restriction à la liberté de déplacement, les entraves corporatives, les douanes provinciales, etc.

Pour défendre son régime contre les forces économiques nouvelles, **la classe féodale se détache de la nation et cherche appui auprès de la réaction étrangère** (Prusse, Autriche, etc.).

Par contre, à cette époque, la lutte de la bourgeoisie (alors classe montante) pour la destruction du régime féodal coïncide avec l'intérêt national (libération des masses paysannes de l'oppression féodale; destruction des entraves qui gênent l'essor économique; extirpation des racines de la trahison; unification de la nation).

b) Aujourd'hui la classe capitaliste a achevé son rôle historique et devient un obstacle au développement de la société (crises économiques, parasitisme, sabotage, etc.).

Pour défendre leurs priviléges contre les forces économiques et sociales nouvelles et en particulier contre la classe ouvrière, **les hommes des trusts se détachent de la nation et cherchent appui auprès de la réaction étrangère** : avant la guerre, politique munichoise (encouragements à Hitler dès son accession au pouvoir en 1933); puis pendant la guerre, politique de trahison, continuée par la collaboration avec l'ennemi; aujourd'hui politique de sabotage des intérêts français au profit des trusts anglais ou américains (renoncement au charbon de la Ruhr par exemple).

Par contre, la lutte de la classe ouvrière contre les trusts coïncide avec l'intérêt national (libération des paysans et des classes moyennes de l'oppression des trusts; destruction des entraves qui gênent la renaissance économique; destruction des racines de la trahison; perspective d'une France libre, démocratique et indépendante).

Les trusts, expression d'un régime social dépassé par l'histoire, trahissent systématiquement la Nation, tandis que la classe ouvrière est devenue la force nationale décisive.



Illustration de la révolution de 1789, montrant le démantèlement de l'ordre ancien et la naissance de la Révolution pour l'indépendance de la France et contre la trahison de la noblesse.



Georges CLEMENCEAU, ancien chef inépuisable des hommes des trusts et des Munichois, trahisseurs de la France par intérêts de classe.

IV — LE PROBLÈME DE L'ÉTAT

L'Etat ne peut pas être étudié en dehors des classes sociales.

1. Les organes de l'Etat

Dans chaque pays, le pouvoir s'exerce au moyen d'un certain nombre d'organismes spéciaux dont l'ensemble constitue l'Etat.

Par exemple, en France, en 1947, l'Etat comprend l'Assemblée Nationale, le Gouvernement, le Président de la République, le Conseil de la République, à quoi il faut ajouter l'appareil de la justice : prisons, tribunaux; les forces de police, l'armée, les administrations diverses.

2. L'Etat n'a pas toujours existé

Il y a plusieurs milliers d'années, les hommes vivaient par petits groupes, en tribus primitives.

Les outils de pierre ne permettaient pas aux hommes de lutter isolément contre les forces de la nature. Les hommes, à cette époque très arriérée, étaient obligés de travailler tous, et en commun pour se procurer le minimum indispensable à la vie. La notion de la propriété privée n'existe pas encore.

Dans ces sociétés primitives, il n'y avait pas d'Etat, pas de pouvoir public spécial, parce qu'il n'y avait ni exploitation de l'homme par l'homme, ni classes.

3. L'Etat naît avec la division de la société en classes

C'est le développement et le perfectionnement des outils, l'apparition de l'agriculture et de l'élevage qui, en augmentant les richesses, détermineront la division de la société primitive en classes.

L'accroissement des richesses permet en effet à certains hommes de vivre en parasites, du travail des autres. Dès lors, les prisonniers de guerre furent transformés en esclaves privés de toute propriété.

Ce fut la première division de la société en classes, en exploitants qui possèdent des instruments de production et en exploités (au début, des esclaves).

Mais les exploités n'ont jamais accepté de plein gré leur exploitation. Il fallut la leur imposer par la force, les maintenir dans l'obéissance.

« C'est pourquoi, quand la société se divise en classes, apparaît un groupe spécial d'hommes occupés uniquement à gouverner et ayant besoin pour cela d'un appareil fait pour la contrainte : prisons, détachements spéciaux d'hommes armés, etc... »

(LÉNIN)

C'est l'Etat.

4. L'Etat et les classes sociales

L'Etat est donc apparu comme l'instrument de domination de la classe des exploiteurs sur la classe des exploités.

Quand, avec la transformation du système de production, une nouvelle classe devient économiquement dominante, elle tend à exercer sa domination politique en remplaçant l'ancien Etat par un nouvel Etat. De nouveaux rapports de production exigent un Etat nouveau.

Après l'Etat esclavagiste, instrument des propriétaires d'esclaves, apparaît l'Etat féodal, force d'oppression des grands propriétaires terriens ou seigneurs féodaux qui exploitent les serfs.

classes sociales.

Quand on étudie un Etat, il ne faut pas considérer seulement sa forme (République ou monarchie, dictature ou démocratie), mais aussi et surtout son contenu social, son rôle à l'égard des diverses classes.

C'est de ce point de vue qu'il faut examiner en France le problème de la démocratie (forme actuelle de l'Etat dans notre pays).

V. — LA DÉMOCRATIE

I. Principes de la démocratie

Le mot **démocratie** signifie **gouvernement par le peuple**

La « Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen » de 1789 a défini les principes essentiels de la démocratie :

a) Souveraineté nationale.

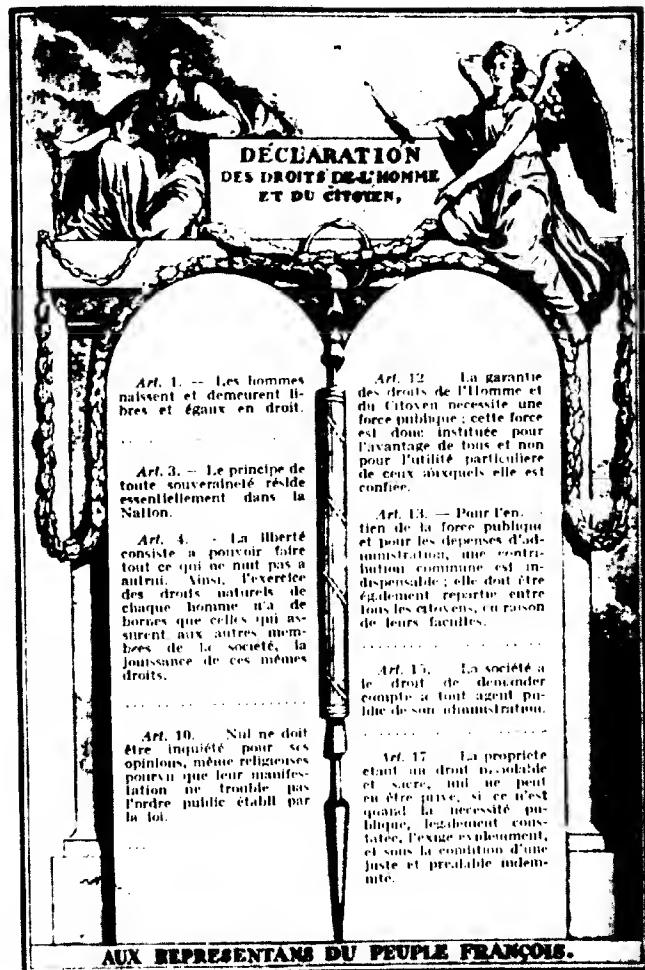
Avant 1789, l'Etat en France était caractérisé par la souveraineté d'un homme, le pouvoir absolu du Roi. La déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen pose le principe de la souveraineté nationale.

C'est ce principe qui trouve son application dans la souveraineté des élus du peuple, rien de ce qui intéresse la vie de la Nation ne devant être décidé sans leur consentement.

Ce principe entraîne aussi la responsabilité du gouvernement devant les élus du peuple.

b) Liberté,

Avant 1789, il n'y avait ni liberté individuelle, ni liberté de pensée et d'expression, ni liberté de réunion ou d'association. La déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen affirme que les hommes « naissent et demeurent libres ».



c) **Egalité des droits.**

Avant 1789, les droits des Français étaient gradués suivant leur classe. Les pauvres n'avaient aucun droit. La **déclaration des Droits de l'Homme et des Citoyens** pose en principe l'égalité des citoyens. Elle proclame que « tous les hommes naissent et demeurent égaux en droit ». Telles sont donc les bases de la démocratie.

Notons qu'il existe un écart très important entre les deux types de démocratie totalitaire qui ont été créées : celle qui cherche à imposer ses principes, et qu'il peut y avoir un équilibre entre ce qu'on appelle une «**république** » et une «**démocratie** ».

2. La domination capitaliste, obstacle à une vraie démocratie

L'Etat en France est une république, en principe, un Etat démocratique. Et cependant, cet Etat n'a pas épargné à notre peuple la défaite de 1940, les souffrances, les rumeurs et les humiliations de l'occupation hitlérienne. Pourquoi ? Parce que la domination capitaliste s'oppose à l'application réelle des principes démocratiques.

1^o On ne peut pas dire, par exemple, que le peuple dispose réellement de la liberté d'opinion quand une minorité d'exploiteurs peut posséder grâce à ses richesses la plupart des journaux, des postes de radiodiffusion, des maisons d'édition, des entreprises de cinéma, le théâtre, l'Art, les salles de réunions, etc.

2^o On ne peut parler de souveraineté nationale garantie quand la même minorité peut, grâce à ses richesses, corrompre des députés et des ministres, provoquer le sabotage économique ou la panique financière en vue de renverser un gouvernement qui ne servirait pas suffisamment ses intérêts.

3. Les trusts contre la démocratie

a) La main-mise des puissances d'argent sur la démocratie devrait devenir plus totale quand le capitalisme est passé au stade des monopoles, à l'époque des trusts.

Plus encore que celle des capitalistes d'avant les trusts, la domination des trusts, infime minorité, ne peut s'accommoder de la démocratie, même limitée.

b) Les trusts se sont employés à fausser encore plus la démocratie, puis à la réduire pour, enfin, la remplacer par son contraire : **la fascisme, dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires du grand capital**, vendus à l'Allemagne hitlérienne (de Wendel, Péchay et leurs hommes : Puchet, Laval, Pétain, Déat, etc.)

4. La classe ouvrière et la défense de la démocratie

Classe montante, la bourgeoisie française avait établi au XVIII^e siècle les principes d'un gouvernement démocratique.

Classe décadente, les hommes des trusts visent à détruire les libertés démocratiques parce qu'elles sont une arme entre les mains des forces de progrès et plus particulièrement de la classe ouvrière.

Si la démocratie est conforme à l'intérêt national elle est conforme aussi à l'intérêt particulier de la classe ouvrière et des masses populaires. Si les trusts ne peuvent s'accommoder de la démocratie, s'ils ont besoin du fascisme, du pouvoir personnel, pour maintenir leur domination, il est évident que la classe ouvrière, que le peuple ont un intérêt majeur au maintien et au développement de la démocratie.

La démocratie, même dans le cadre du régime capitaliste, a représenté dans l'histoire un progrès immense par rapport au système du pouvoir personnel auquel elle a succédé.

Dans tous les pays le suffrage universel a été une conquête des forces progressives en lutte contre les forces réactionnaires. En France, il a été imposé en février 1848 par le peuple républicain de Paris, qui venait de renverser la monarchie de juillet.

Le suffrage universel a éveillé à l'action politique des masses progressistes antérieurement exclues de toute vie publique : il a facilité leur rassemblement, le développement de leur expérience et de leur connaissance collective. Les libertés démocratiques ont permis à la classe ouvrière de s'organiser.

« **La République bourgeoise — a dit Lénine — le Parlement, le suffrage universel, tout cela représente un énorme progrès du point de vue du développement de la société dans le monde entier.** »

CONCLUSION

La lutte pour la rénovation de la démocratie.

Les explications précédentes permettent de comprendre pourquoi le Parti Communiste a constamment été à l'avant-garde de la lutte pour la défense de la démocratie, surtout depuis qu'en 1934, la menace du fascisme s'est profilée sur la France.

A cette époque, le Parti Communiste a été l'initiateur et le champion de l'unité d'action de la classe ouvrière et de son union avec les classes moyennes dans le Front Populaire, et le fascisme n'a pas pu passer.

Pendant la guerre, alors que la démocratie était provisoirement abattue par les munichois puis par les baionnettes allemandes et par la trahison du grand capital, le Parti Communiste a pris la tête du combat pour la délivrance, et le peuple de France a été libéré de l'oppression étrangère ainsi que de la dictature vichyste.

Depuis la libération, le Parti Communiste dénonce les entreprises du pouvoir personnel contre la démocratie et le sabotage organisé par les hommes des trusts pour favoriser ces entreprises. Pour y faire échec et accélérer la renaissance du pays, il travaille à l'unité des ouvriers et au rassemblement de tous les républicains.

Mais la « démocratie est une création continue » (M. Thorez). Le problème n'est pas seulement de la défendre, il est de la rénover, pour qu'elle soit plus réelle, plus solide et plus efficace.

C'est pourquoi le Parti Communiste français lutte pour une démocratie nouvelle, débarrassée des trusts, où la classe ouvrière et le peuple joueront un rôle accru, pour une démocratie populaire. Tandis que les forces de réaction, au service des trusts, luttent pour écarter la classe ouvrière et le peuple de la direction des affaires publiques, pour réduire les libertés démocratiques, pour instaurer le pouvoir personnel.

En résumé, la lutte du Parti Communiste pour la défense et la rénovation de la démocratie contre les trusts et les forces de réaction est conforme :

1° aux intérêts de la nation dans laquelle les trusts sont un corps étranger.

2° aux intérêts immédiats de la classe ouvrière et du peuple.

3° à l'idéal d'avenir des communistes, car « ...pour rendre le socialisme plus proche il n'y a pas et il ne peut pas y avoir aujourd'hui d'autre moyen qu'une entière liberté politique, qu'une République démocratique ».

(LENIN, "Deux tactiques")

Oui, nous sommes fiers de la grandeure passée
de notre pays, fier de nos grands ancêtres
de 1791, fier des combattants de l'espérance
et de juillet 1848, fier des héros de la Commune.

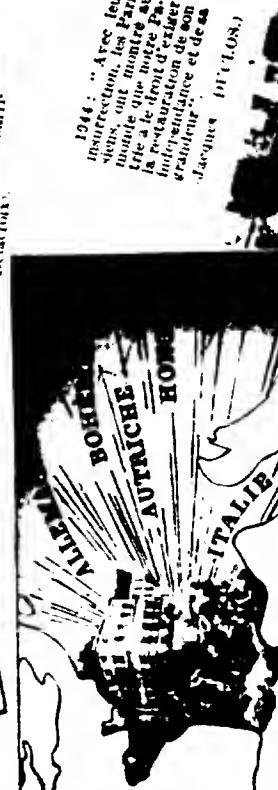
VIENNE, 11 juillet 1936. Villeurbane 1936.



1944 : « Ainsi que l'écrit le Parti communiste, les Partis de la classe ouvrière et les organisations syndicales, tout le travail de la révolution d'août au printemps 1945 a été fait pour établir la révolution de juillet 1946. »



1944 : « La liberte sur les bateaux, c'est la liberte sur la terre. »



QUELQUES UNES DES LUTTES POUR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES ET L'INDEPENDANCE NATIONALE.

BROCHURES A LIRE APRES L'ECOLE

M. THOREZ : Une politique française, X^e congrès du P.C.F. Juin 45, pages 36 à 42 et 48 à 51.

R. GIRAUDY : Les salaires et les prix.

BIBLIOGRAPHIE

MARX — Salaires, prix et profits.

LEXINE L'imperialisme, stade suprême du capitalisme (Chap. 1^{er}).
L'Etat et la Révolution.

STALINE : Le marxisme et la question nationale.

QUESTIONS

1. - Qu'y a-t-il de commun entre tous les membres d'une même nation ?
 2. - Pourquoi les ouvriers constituent-ils une classe sociale ?
 3. - Qu'est-ce qu'un trust ?
 4. - Comment se réalise la plus-value ?
 5. - En quoi consiste la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste ?
 6. - Pourquoi la classe ouvrière est-elle une classe ascendante ?
 7. - En quoi ses intérêts coïncident-ils avec l'intérêt national ?
 8. - Quel rôle joue l'Etat dans la société ?
 9. - Quelle est l'attitude des trusts à l'égard de la démocratie ?
 10. - Quelle est la position du Parti Communiste Français à l'égard de la démocratie ?

L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
EDITION DE JANVIER 1947

COURS N° 2^e

L'IDÉAL DES COMMUNISTES

Édité par la Section Centrale d'Education
du Parti Communiste Français

44, Rue Le Peletier, PARIS

Prix : 5 Frs

L'IDÉAL
DES
COMMUNISTES

I. — LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE

Le socialisme est une étape de l'histoire humaine caractérisée par deux éléments essentiels : **la propriété sociale des moyens de production et la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.**

Cette étape n'est, à l'heure actuelle, atteinte que dans un seul pays : l'U.R.S.S. C'est pourquoi lorsque nous aurons besoin d'exemples pour illustrer notre étude du socialisme, nous les prendrons parmi ceux de l'Union Soviétique.

1) Propriété sociale des moyens de production.

a) Nous avons montré, dans le cours N° 1 que la contradiction fondamentale du régime capitaliste réside dans le fait que la production est sociale, alors que les moyens de production sont propriété individuelle.

C'est cette contradiction que résoud le socialisme. Il est fondé sur la propriété sociale des moyens de production essentiels.

Dans le cas de l'U.R.S.S., la propriété socialiste revêt deux formes principales :

1^o propriété d'Etat (bien du peuple tout entier).

L'article 6 de la Constitution soviétique est ainsi conçu :

La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les moyens de communications postales et électriques, les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhoz, stations de machines et de tracteurs, etc.), ainsi que la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier.

2^o Propriété coopérative (dont le kolkhoz est le type).

L'article 7 de la Constitution soviétique dit :

Les entreprises communes dans les kolkhoz et dans les organisations coopératives avec leur chef tel vif et mort, la production fournie par les kolkhoz et les organisations coopératives, ainsi que leurs bâtiments communs constituent la propriété sociale, socialiste des kolkhoz et des organisations coopératives.

b) Mais le socialisme n'abolit pas la propriété privée, fruit du travail personnel et de l'épargne.

En U.R.S.S., par exemple, la propriété privée est garantie par les articles 9 et 10 de la Constitution.

Art. 9. — « A côté du système socialiste d'économie qui est la forme dominante de l'économie en U.R.S.S., la loi admet les petites économies privées des personnes individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel, et excluant l'exploitation du travail d'autrui. »

Art. 10. — « Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, de leur maison d'habitation et de l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et des commodités personnelles, et même que le droit d'héritage et de la propriété individuelle des citoyens sont protégés par la loi. »

Les communistes n'entendent nullement supprimer la petite propriété agraire, commerciale ou industrielle. Dans la société socialiste, l'organisation

Une forme nouvelle de la coopération en U.R.S.S. : la kolkhoz.



Le passage de la petite production rurale à la grande production collective s'est fait volontairement. Il a été l'œuvre des personnes eux-mêmes.

sation de la vie économique dont les bases seront constituées par la socialisation des grands moyens de production, pourra se réaliser par une collaboration librement consentie des paysans et des petites gens de l'artisanat, de l'industrie et du commerce avec la classe ouvrière.

Les communistes déclarent expressément qu'ils entendent laisser aux intéressés le choix des formes concrètes de cette collaboration.

(Maurice THOREZ).

Le principe de la libre adhésion des intéressés aux formes nouvelles de l'économie est un principe essentiel de la construction du socialisme. C'est ainsi qu'en U. R. S. S., la part des économies privées des paysans individuels et des artisans dans l'ensemble de l'économie est restée pendant une douzaine d'années très importante.

Après la révolution d'octobre 1917, les gros propriétaires fonciers ouisifs furent expropriés sans indemnité : 164 millions d'hectares furent distribués aux paysans, et chaque famille reçut un lopin de terre. Les paysans exploiteront leur domaine du mieux qu'ils purent avec leur bétail et leurs propres outils.

Cependant, après les années de reconstruction, l'industrie soviétique se développe et peut bienôt offrir à l'agriculture un matériel moderne (machines agricoles, tracteurs), mais le paysan petit propriétaire, ne peut utiliser ce matériel sur son champ de superficie trop limitée.

Les paysans se convainquent bientôt que l'isolement est suranné, qu'il gêne la production, qu'il freine la modernisation de l'agriculture, qu'il est un obstacle aux rendements élevés, qui en somme, il est contraire à leur intérêt. Ils décident alors de s'associer, de mettre leurs terres en commun et de constituer ainsi par la coopération une entreprise rurale moderne, et un type nouveau de propriété. C'est le kolkhoz (exploitation coopérative). Ce passage de la petite production rurale à la collectivisation s'est fait volontairement. Il a été l'œuvre des paysans eux-mêmes.

En résumé, le socialisme garantit la propriété, fruit du travail personnel mais il supprime la propriété individuelle, moyens de production qui servent à l'exploitation de l'homme par l'homme.

2) Suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Dans la société capitaliste, grâce à sa mainmise sur les moyens de production, une minorité d'exploiteurs s'enrichit au détriment des travailleurs (Voir 1^{er} cours).



1. N. SANATORIUM

1. N. LIBRARY

En 1. R. S. S., l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme permet un développement incessant du bien-être, de l'instruction, et de la culture.

1. N. LIBRARY

L'économie socialiste met fin à cette exploitation. Le parasitisme disparaît.

La classe ouvrière travaille pour son propre compte au lieu de travailler pour les capitalistes.

(STALINE).

Les produits du travail contribuent :

1^o à la création d'entreprises nouvelles et au perfectionnement de celles qui existent, à l'augmentation de la production, à la prospection des richesses minières nouvelles, etc.

2^o à l'entretien et à la consolidation de l'Etat socialiste.

3^o à la satisfaction des besoins sociaux collectifs.

a) accroissement du bien-être (assurances sociales sans versements ouvriers, congés payés, sanatoria, maisons de repos, maisons d'enfants, etc.) ;

b) élévation du niveau intellectuel et artistique des masses populaires (clubs, bibliothèques, cours, etc.) ;

4^o à une rétribution individuelle sans cesse croissante du travail de chacun.

Dans l'économie soustraite à l'exploitation capitaliste, le produit du travail national ira intégralement à la nation. Les travailleurs des usines socialistes bénéficieront du produit de leur travail, d'abord en tant qu'individus, ensuite en tant que membres de la collectivité nationale, la valeur de leur production leur retournant sous la forme de salaire et sous forme de dépenses économiques, sociales et culturelles.

(Maurice THOREZ, Fils du Peuple, p. 197).

3) Essor illimité des forces productives.

La propriété sociale des moyens de production et la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme créent les conditions d'un développement rapide et illimité des forces productives, et, par voie de conséquence, de la société socialiste tout entière.

C'est la raison fondamentale des progrès extraordinaires et incessants de la production en Union Soviétique (progrès qui ont été un des éléments de la victoire sur l'Allemagne hitlérienne). Sans doute l'U.R.S.S. possède-t-elle des richesses naturelles considérables. Mais elles existaient avant octobre 1917 et l'ancien régime n'avait pas su les exploiter.

Le développement des forces productives en régime socialiste est considérable :

- a) parce que les obstacles d'origine capitaliste ont disparu.
- b) parce que le socialisme établit une économie sans crises.
- c) parce que le socialisme crée une émulation au travail sans précédent.
- d) parce que le socialisme permet de développer l'économie suivant un plan rationnel.

a) Tous les obstacles qui s'opposent au développement de la production en régime capitaliste ont disparu.

Dans la société capitaliste, la capacité de consommation des masses est limitée en raison de la médiocrité de leurs salaires ou de la faiblesse de leurs revenus.

Le socialisme crée les conditions d'un essor illimité des forces productives.



A notre époque, les trusts restreignent la production pour faire monter (ou au moins maintenir) les prix. Les machines sont trop vieilles ou, plus exactement, le machinisme n'est renouvelé que lorsque les trusts ont passagèrement intérêt à augmenter la production. Dès que cet intérêt disparaît, le progrès technique n'est plus encouragé, et telle machine qui, hier, était moderne, devient vétuste. Pas ou peu de bureaux d'études, pas ou peu de laboratoires à outillage moderne, pas de crédits pour la recherche. En d'autres termes, quand il y a accroissement de production, cet accroissement n'est pas continu : il est volontairement temporaire ou limité à telle ou telle branche de l'économie.

Mieux encore, à l'époque actuelle, en France, les hommes des trusts s'emploient à saboter, donc à réduire la production.

Le régime socialiste tend au contraire à accroître d'une manière illimitée la production, afin de satisfaire les besoins des hommes. Les contradictions du régime capitaliste y sont inconnues. La technique est sans cesse perfectionnée. Savants et ingénieurs ont à leur disposition les laboratoires et les bureaux de recherches, tandis qu'il est fait appel à l'initiative de chaque producteur pour que s'améliorent en même temps les conditions de travail et les conditions générales de la production.

b) Parce que le socialisme établit une économie sans crise.

Une caractéristique du régime capitaliste, c'est l'apparition de crises périodiques de plus en plus rapprochées et de plus en plus profondes.

F. ENGELS en a décrit le mécanisme de manière très vivante :

Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont la, à la fois en masse et en souffrance : l'argent comptant devient insuffisant, le crédit s'évanouit, les fabriques ferment, les masses ouvrières manquent, pour en avoir trop produit, de moyens d'existence ; les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années entières ; forces productives et produits sont en masse gaspillés, et détruits jusqu'à ce que les stocks de marchandises accumulées s'évolutent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent graduellement leur marche. Progressivement l'allure s'accélère, passe au trot : le trot industriel devient galop et ce galop s'accélère de nouveau jusqu'au centre à terre d'une chute à courre générale de l'industrie, du commerce, du crédit, de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus perilleux, par se retrouver dans le fossé du krach. Et toujours la même répétition...

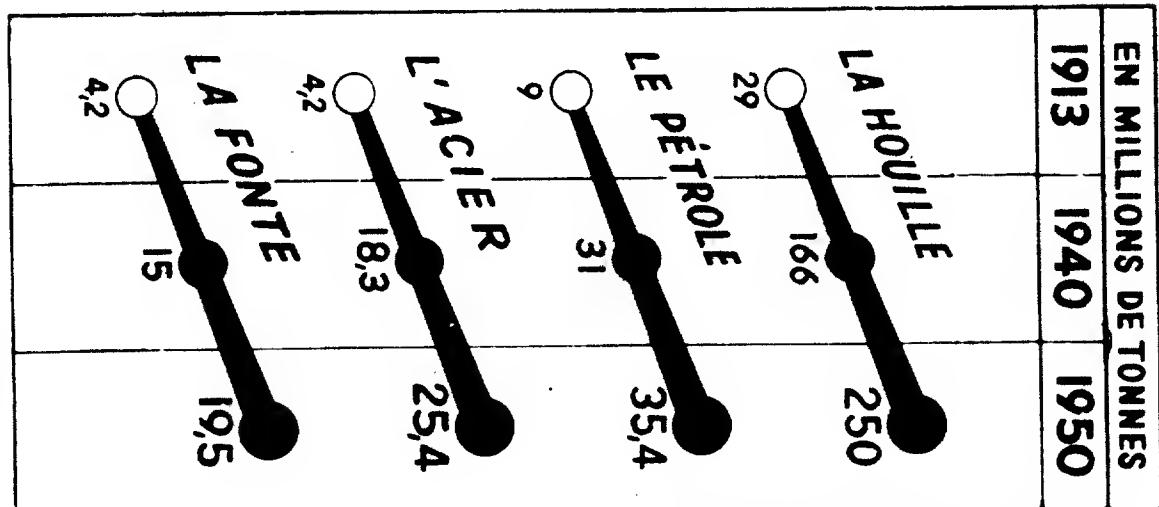
Le régime socialiste ne connaît pas et ne peut pas connaître de telles crises. Rappelons-nous que, de 1929 à 1932, tandis que les pays capitalistes d'Europe et d'Amérique se débattent au sein d'une crise qui revêt parfois l'allure d'une catastrophe (12 millions de chômeurs aux Etats-Unis, ruine d'innombrables entreprises industrielles et commerciales), l'U. R. S. S. réalise triomphalement son premier plan quinquennal.

Que se passe-t-il, en effet, en régime socialiste ? Les forces productives progressent sans limites, nous l'avons vu. Elles servent non pas à l'enrichissement d'une poignée d'individus, mais bien à la satisfaction des besoins de la nation et des masses populaires. Ces besoins croissent sans cesse.

Chez nous, en U. R. S. S., l'accroissement de la consommation (pouvoir d'achat) des masses dépasse sans cesse l'accroissement de la production à laquelle il sert de stimulant... L'amélioration systématique de la situation des travailleurs et l'accroissement ininterrompu de leurs besoins constituent un stimulant de plus en plus fort à l'élargissement de la production préservant la classe ouvrière contre les crises de surproduction, l'extension du chômage.

(STALINE).

c) Le socialisme crée une émulation au travail sans précédent. Il existe, en effet, en régime socialiste, une émulation au travail qui est ailleurs inconcevable.



Le plus remarquable dans l'émulation, c'est qu'elle révolutionne les idées des gens sur le travail, qui elle le transforme, alors qu'il était naguère une charge lourde et pénible, en une question d'honneur, de gloire, de vaillance et d'héroïsme.

(STALINE).

Et l'on sait que, pendant les quatre années de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, l'effort de guerre, l'effort de production des travailleurs soviétiques a atteint un rythme prodigieux.

Tableau du développement de la production de quelques matières premières essentielles en URSS, de 1913 à 1950 (fin des quatre plans quinquennaux).

d) Le socialisme permet de développer l'économie suivant un plan rationnel.

En effet, il met fin aux contradictions entre la production et la capacité de consommation des masses. Il supprime les conflits d'intérêts entre les branches diverses de l'économie.

Rien ne s'oppose plus à la planification rationnelle de la production ainsi qu'on l'a vu par le succès des plans quinquennaux successifs en U. R. S. S.

En résumé, et en songeant plus particulièrement à notre pays :

La socialisation des grands moyens de production et la direction consciente des forces économiques donneront à la France une prospérité encore jamais atteinte. Ses richesses naturelles, si nombreuses, son heureuse constitution économique, seront, pour la première fois, utilisées d'une manière rationnelle ; le travail et l'intelligence admirable de ses habitants seront, pour la première fois, mis au service d'un plan conçu par la raison et exécuté en vue du bonheur des hommes.

(Maurice THOREZ).

II. — L'ÉTAT

DANS LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE

1) Nécessité de l'Etat.

a) Dans la période de construction du socialisme.

L'Etat est nécessaire dans la période de construction du socialisme. En effet, cet Etat a trois tâches principales à accomplir :

1) Il doit briser la résistance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes renversés et expropriés, liquider leurs tentatives de tout genre et de tout ordre. La minorité capitaliste dépossédée dispose encore de forces considérables. Elle peut s'appuyer sur les capitalistes de l'étranger avec lesquels elle pactise et sur leurs Etats.

2) L'expérience soviétique.

2) Il doit encore organiser l'éédification socialiste en rassemblant le peuple entier autour de la classe ouvrière, éduquer les masses populaires et orienter ce travail de façon à préparer la liquidation, la suppression des classes.

3) Il doit organiser une puissante force armée pour la lutte contre les ennemis de l'extérieur et sauvegarder ainsi les conquêtes du socialisme.

b) Après l'achèvement de la construction du socialisme.

L'Etat reste une nécessité après l'achèvement de la construction du socialisme si le système capitaliste subsiste dans d'autres pays importants.

Par exemple, en U. R. S. S. il n'y a plus de classes sociales monopolisant la possession des moyens de production, partant, plus d'exploitation de l'homme par l'homme. Les groupes sociaux ont été transformés. La classe ouvrière " possède les moyens de production en commun avec le peuple entier ". (STALINE).

La paysannerie est affranchie de l'exploitation. Quant aux intellectuels, " ils doivent servir le peuple parce qu'il n'existe plus de classes exploitées ».

A ce stade cependant, l'Etat est nécessaire. Il existe encore dans le monde des pays où dominent les trusts décidés à abattre le pays du socialisme, et, en attendant, décidés à préparer cette destruction par l'activité de leurs agents de diversion et provocateurs à l'intérieur du pays socialiste. (Exemple des derniers grands procès en U. R. S. S. avant la guerre.)

Mais si, après le renversement du capitalisme, un Etat est nécessaire cet Etat nouveau est organisé de telle manière qu'il devient l'Etat le plus démocratique.

c) L'Etat socialiste crée les conditions d'une véritable démocratie.

Les exploitants ayant été éliminés par la socialisation des moyens de production, il n'y a plus désormais d'obstacles au développement d'une démocratie réelle dans laquelle l'application des droits de l'homme est garantie par les conquêtes du socialisme.

Les communistes sont démocrates. Ils sont, de tous les démocrates, les démocrates les plus conséquents, car ils entendent substituer à une démocratie encore limitée en droit et en fait une démocratie sans entraves.

(Maurice THOREZ).

L'Etat nouveau institué en Russie soviétique dès que fut renversée la domination du capitalisme et que fut brisé l'ancien appareil d'Etat, exprimait la dictature du prolétariat.

a) **La dictature du prolétariat.**

La dictature du prolétariat a été l'instrument qui a permis, en U.R.S.S. "d'écraser la résistance des exploiteurs renversés et de consolider les conquêtes de la Révolution et de l'amener jusqu'à la victoire complète du socialisme."

(STALINE).

C'est ainsi par exemple qu'au lendemain de la Révolution, les anciens exploitants et leurs agents ont été privés du droit de vote accordé à l'ensemble de la population.

Ces restrictions au droit de vote, qui furent inscrites dans la Constitution soviétique de 1924, étaient justifiées par les nécessités imprévues de la lutte contre les classes exploiteuses vaincues par la Révolution.

Elles ont été supprimées par la Constitution soviétique de 1936, les antagonismes de classes ayant disparu et la construction du socialisme étant victorieusement accomplie.

La victoire du socialisme permettait de poursuivre la démocratisation du système électoral, d'introduire le suffrage universel égal et direct, avec scrutin secret.

(Histoire du Parti Bolchevik, chap. XIII).

b) **La dictature du prolétariat instituait déjà une démocratie réelle, sans précédent pour le peuple.**

En effet, la dictature du prolétariat a aboli tout ce qui, en régime capitaliste, réduit et fausse l'application des principes démocratiques : monopole des principaux moyens de propagande par une minorité exploitante, puissance de corruption des capitalistes sur les élus du peuple, moyens de pression des exploitants sur l'union des exploités, moyens de pression des forces capitalistes sur le gouvernement, etc.

Elle a appelé le peuple par le canal d'institutions de masses très larges, aux affaires de l'Etat.

Les Soviets (mot russe qui signifie Conseils), à participer effectivement à une certaine étape, de la dictature du prolétariat est basée sur l'alliance étroite de la classe ouvrière avec les paysans et les masses laborieuses en général.

c) **L'épanouissement de la démocratie socialiste.**

L'épanouissement de la démocratie socialiste a été le produit naturel à une certaine étape, de la dictature du prolétariat. Cet épanouissement s'exprime dans la Constitution soviétique actuelle, votée en 1936.

— La Constitution Soviétique s'appuie sur les fondements du socialisme.

— La Constitution Soviétique assure à tous les citoyens le droit au travail, droit qui ne peut s'exercer pleinement que dans une société socialiste éliminant les crises et le chômage.

Les citoyens de l'U.R.S.S. ont droit au travail, c'est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti avec rémunération du travail selon sa quantité et sa qualité. Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale de la société soviétique, par la croissance continue des forces productives, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la liquidation du chômage.

— Le caractère réel de la démocratie soviétique s'exprime dans le fait qu'aucun droit, aucune liberté ne sont affirmés dans la Constitution sans que soient données les garanties de leur application. C'est ce qui apparaît notamment dans l'article 125 de la Constitution.

Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties aux citoyens de l'U.R.S.S. :

A. La liberté de parole;

B. La liberté de la presse;

C. La liberté de réunions et de meetings;

D. La liberté des cortèges et démonstrations de ...

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, des stocks de papier, des édifices publics, des rues, des moyens de communications postales et électriques et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits.

— La Constitution Soviétique garantit la liberté religieuse.

La liberté d'exercer des cultes religieux et la liberté de la propagande antireligieuse sont garanties à tous les citoyens.

(Article 124 de la Constitution Soviétique).

— La Constitution Soviétique institue un véritable suffrage universel. Les femmes comme les hommes, les jeunes (à partir de 18 ans) comme les adultes, les soldats comme les civils ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus.

De plus, la Constitution Soviétique

... part du principe que la différence de couleur ou de langue, de niveau culturel ou de niveau de développement étaïque ne peut servir à justifier l'inégalité de droit entre nations.

— La Constitution Soviétique institue le contrôle et la révocabilité des élus par les électeurs.

Les citoyens des nationalités autrefois opprimées
exercent aujourd'hui
tout droit de vote.
Des hommes
du travail



III. — L'HOMME

DANS LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE

Nous avons vu que la société socialiste libère l'ouvrier de l'exploitation capitaliste. Elle libère aussi le paysan, le petit commerçant et l'intellectuel qui sont les victimes indirectes de l'exploitation capitaliste. Elle assure le bien-être pour tous.

1) La société socialiste crée les conditions pour un progrès indéfini du sort matériel de l'homme, qui est étroitement limité dans les conditions du capitalisme.

2) La société socialiste assure, pour la première fois, la liberté individuelle réelle (car le travailleur qui, dans la société capitaliste, trente pour son emploi, pour son pain, n'est pas réellement et totalement libre).

La liberté véritable c'est la suppression de la domination de l'homme sur l'homme.

(Maurice THOREZ).

Article 142 :

Chaque député est tenu de rendre compte aux électeurs de son travail et du travail du sort de députés des travailleurs et peut être rappelé à tout moment par décision de la majorité des électeurs selon la procédure établie par la loi.

Enfin, la nouvelle Constitution Soviétique impose en même temps de sérieux devoirs à tous les citoyens de l'U. R. S. S. : exécuter les lois, observer la discipline du travail, remplir honnêtement le devoir social, respecter les règles de la vie en société socialiste, sauvegarder et affirmer la propriété sociale, propriété socialiste, défendre la patrie socialiste. L'article 133 de la Constitution dit : « La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de l'U. R. S. S. »

(*Histoire du Parti Bolchevique*, chap. XII).

gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple que des générations de démocrates ont transmis l'une à l'autre. Mais cette démocratie socialiste n'est possible que lorsqu'a été réalisée la socialisation des grands moyens de production et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

En résumé, l'Etat socialiste réalise donc — dans des conditions historiques déterminées scientifiquement — le vieux rêve d'un

L'inégalité des classes est la seule inégalité que les communistes veulent supprimer. Les communistes veulent supprimer non pas l'inégalité individuelle, mais l'inégalité sociale.

(Maurice THOREZ).

En résumé, pas d'égalitarisme, pas de nivellation, pas d'uniformisation des goûts et des talents, pas de sujexion d'une catégorie d'hommes à une autre catégorie d'hommes. C'est dans la société socialiste et par la société socialiste que l'individu sera libéré et que le maximum de développement sera assuré à sa personnalité.

IV. — LE PASSAGE DU SOCIALISME AU COMMUNISME

(STALINE.)

1) Développement de la production.

Dans la période du socialisme, quand la société nouvelle vient de sortir de la société capitaliste, le développement des forces productives est encore insuffisant, les survivances morales de l'ancienne société n'ont pas disparu dans l'esprit des hommes. Dès lors, il n'est pas possible de rétribuer chaque travailleur indépendamment du travail fourni par lui. **Chacun travaillant selon ses capacités, recevra selon son travail.**

Mais il arrive un moment où "les forces productives s'accroissent au point que toutes les sources de la richesse collective jaillissent avec abondance". (Karl MARX).

Les progrès dans le domaine intellectuel sont du même ordre que dans le domaine matériel. Alors survient une nouvelle étape, et "la société peut inscrire sur ses drapeaux : **de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins**".

(Karl MARX).

Cette dernière formule caractérise une nouvelle phase du développement de la société : **la phase du Communisme.**

2) Les différences entre les travailleurs manuels et intellectuels entre la ville et la campagne tendent à s'effacer.

Parallèlement, sur la base des progrès matériels et culturels, non seulement les antagonismes de classe, mais les classes mêmes disparaissent.

Déjà, par exemple, en Union Soviétique, où la construction du socialisme est achevée, les différences entre travailleurs manuels et intellectuels, entre la ville et la campagne, tendent à s'effacer.

Les intellectuels ne sont plus « ces intellectuels encroutés qui prétendaient se placer au-dessus des classes», mais des intellectuels absolument nouveaux liés par toutes leurs racines à la classe ouvrière et à la paysannerie » (STALINE).

Les ouvriers ne sont plus uniquement des manuels : ils réfléchissent sur leurs conditions de travail, leurs inventions sont à l'origine de bouleversements importants dans l'économie soviétique.

Le mouvement stakhanoviste connaît le germe du futur essor culturel et technique de la classe ouvrière. Il ouvre devant nous la seule voie qui puisse nous permettre de passer du socialisme au communisme, et supprimer les contradictions entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Dans le même temps, le paysan est devenu kolkhozien et, dès lors, la paysannerie ne base plus son travail sur l'économie individuelle ni sur une technique arriérée, mais sur une production coopérative et sur une technique moderne. **Ainsi s'achemine-t-on vers la société communiste sans classes.**

3) Le déperissement de l'Etat.

La société communiste est enfin caractérisée par le déperissement de l'Etat (évidemment, quand n'existent plus à l'extérieur de grands pays capitalistes - voir ci-dessus page 13).

En effet, dans la société sans classes, quand toute domination d'une classe sur d'autres a disparu, l'Etat n'a plus de raison d'être : il « déperit ». Ces idées ont été résumées par Engels dans un passage célèbre : « Nous marchons à présent à grands pas vers un développement de la production tel que l'existence des classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle même à toute production. Les classes disparaîtront d'une façon aussi inévitable qu'elles se sont formées. En même temps que les classes disparaîtront, disparaîtront inévitablement l'Etat. La société qui organise à nouveau la production sur le principe de l'association libre et égale des producteurs reléguera la machine gouvernementale à la place qui lui convient : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze ».

2) La victoire des peuples libres contre le fascisme, ce qui a provoqué à l'échelle internationale de profondes modifications au point de vue économique et social (liquidation de la grande propriété foncière et des trusts dans les pays de l'Europe centrale et orientale) et au point de vue politique (élection des nouvelles démocraties populaires, essor démocratique des peuples d'outre-mer, etc.).

3) Le rôle accru de la classe ouvrière et des autres forces démocratiques ainsi que les progrès sociaux qui en ont résulté dans de nombreux pays et en France en particulier :

CONCLUSION

4) L'expérience acquise au cours de nombreuses luttes, depuis trente ans, luttes au cours desquelles le Parti Communiste Français en particulier a su trouver des formes nouvelles pour unir la classe ouvrière et les autres forces progressives :

c) la situation qui existera à chaque étape et que nous ne connaissons pas, parce qu'elle dépend des résultats successifs de la lutte des forces de démocratie contre les forces de réaction.

De toute façon, le passage au socialisme, s'il s'accomplira par des chemins propres à notre pays et conformes aux circonstances dans lesquelles nous nous trouverons, ne se fera en aucun cas sans heurt et sans lutte.

Notre doctrine, le marxisme-léninisme, n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. A la lumière de cette doctrine, les communistes et les travailleurs russes ont fait leur révolution en tenant compte des particularités de leur pays, des traditions de leur histoire et de l'ensemble des circonstances du moment.

Ce serait trahir le marxisme-léninisme que de vouloir copier servilement en d'autres temps et en d'autres lieux l'expérience soviétique.

Chaque pays passera au socialisme par sa propre voie.

(DIMITROV.)

Il serait vain de vouloir déterminer à l'avance le tracé exact du chemin du socialisme pour la France.

Les particularités dépendent et dépendront de plusieurs éléments :

a) Les particularités économiques, sociales et politiques de la France, ainsi que les traditions de la classe ouvrière et du peuple français :

b) Les changements survenus dans le monde et en France. C'est ainsi par exemple, que de 1917 à 1947, des changements importants se sont produits, par exemple :

Le passage de la démocratie au socialisme n'est pas une chose douce. Il ne suit pas une voie possible, mais une voie abrupte, marquée par beaucoup d'obstacles. Sans lutte, il n'y aura pas de résultats.

(DIMITROV.)

Le grand entraînement
de Georges Dimitrov,
l'espèce ancien secrétaire de l'Internationale
communiste, au
pied d'un président du
gouvernement de la
République populaire
bulgare.



C'est d'autant plus vrai pour la France qui elle est le pays où plus que partout ailleurs la lutte historique des classes a toujours été menée résolument jusqu'au bout » (ENGELS.)

1) L'existence même de l'U.R.S.S. et le triomphe de l'édification du socialisme sur un siège du globe, ce qui change le rapport des forces entre capitalisme et socialisme sur le plan international.

Pour le reste, il n'y a pas de recette toute faite ; c'est la vie elle-même, c'est-à-dire la lutte, qui tranchera.

En résumé, il importe avant tout de retenir que :

1^{er} **Notre idéal est conforme à la science moderne** ; il est fondé sur une théorie scientifique de l'évolution humaine.

Le Parti Communiste est le seul parti pour qui la politique soit comme la technique pour l'ingénieur, l'application de la science. C'est la raison pour laquelle le Parti Communiste sait distinguer l'idéal de demain des objectifs de l'action d'aujourd'hui.

(Maurice THOREZ.)

2nd **Notre idéal est conforme aux intérêts de la classe ouvrière.** Sa réalisation sera des travailleurs des hommes libres, c'est-à-dire maîtres de leurs destinées.

3rd **Notre idéal est conforme à l'intérêt national**, puisque la réalisation de la société sans classes achèvera l'unification de la nation.

4th **Notre idéal est conforme à la grande aspiration de l'humanité au progrès et au bonheur**, puisque

le but des communistes est de permettre à l'humanité de réaliser dans son action sur les forces économiques le progrès qui elle a déjà réalisé dans son action sur les forces de la nature.

(Maurice THOREZ).

5th **Notre idéal ne pourrait être réalisé sans un parti de type nouveau**.

Le Parti Communiste Français, unissant autour de la classe ouvrière, l'ensemble des masses populaires.

BIBLIOGRAPHIE

MARX et ENGELS : *Manifeste du Parti Communiste.*

ENGELS : *Socialisme utopique et Socialisme scientifique.*

LENINE : *L'Etat et la Révolution.*

STALINE : *Les principes du Léninisme.* - Chapitre IV.

MAURICE THOREZ : *Réponse à l'enquête de R. Millet* (reproduite dans « France Nouvelle » n° 53 du 23 novembre 1946, sous le titre : l'idéal communiste, économique, social, politique).

Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R. S.S., chapitres IX à XII. Constitution de l'U.R.S.S. - Editions Sociales, Paris.

OUVRAGES A LIRE

QUESTIONS

- I. - Quels sont les deux traits essentiels d'une société socialiste ?
- II. - Quelles sont les différentes formes de la propriété en Union Soviétique ?
- III. - Comment sont répartis les produits du travail dans une société socialiste ?
- IV. - Pourquoi la production connaît-elle un développement rapide et illimité dans une société socialiste ?
- V. - Quelles sont les principales tâches de l'Etat dans la période de construction du socialisme ?
- VI. - Pourquoi l'Etat reste-t-il une nécessité en U.R.S.S. après l'achèvement de la construction du socialisme ?
- VII. - Pourquoi la dictature du prolétariat constitue-t-elle un élargissement considérable de la démocratie ?
- VIII. - Montrez pourquoi le socialisme libère l'homme dans tous les domaines ?
- IX. - Expliquez le passage du socialisme au communisme, et donnez les principales caractéristiques de la société communiste.
- X. - Expliquez pourquoi la France, comme chaque pays, passera au socialisme par sa voie propre.

L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
EDITION DE JANVIER 1947

COURS N° 3

LA

POLITIQUE

COMMUNISTE

Édité par la Section Centrale d'Education
du Parti Communiste Français
44, Rue Le Peletier, PARIS

Prix : 5 Frs

LA POLITIQUE
COMMUNISTE

INTRODUCTION

Le présent cours se propose d'expliquer les principaux aspects de la politique nationale et démocratique du Parti Communiste.

La politique du Parti Communiste ignore les calculs ou les manœuvres subalternes qui visent à satisfaire un égoïste intérêt de parti. Elle est déterminée exclusivement par les intérêts identiques de la classe ouvrière et de la Nation française.

Elle n'est pas une politique improvisée. Elle est basée sur la connaissance scientifique des lois qui régissent l'évolution sociale. Elle tient compte des conditions toujours changeantes du développement historique.

Par suite, les **formes** de la politique communiste changent ; mais les **principes** qui l'inspirent sont toujours valables.

Le cours n° 3 explique la politique communiste telle qu'elle a été démoniaquement fixée par la session du Comité Central de janvier 1945, par le X^e Congrès du Parti (juin 1945) et par les différentes sessions du Comité Central qui ont suivi (notamment par le Comité Central de Putain du 27 novembre 1946).

Il fait connaître enfin les principes généraux de la stratégie et de la tactique dont s'inspire en permanence l'action du Parti Communiste.

I. — LA SITUATION DE LA FRANCE

A LA LIBÉRATION

1. L'écrasement militaire du fascisme dans le monde a été une grande victoire des forces de démocratie et de progrès sur la réaction internationale.

La libération de la France de l'occupation hitlérienne a été une grande victoire du peuple français sur les hommes des trusts, traitres à la France.

I°) L'état de l'économie.

a) Les difficultés de l'économie française s'expliquent, en premier lieu, par la politique des trusts avant la guerre de 1939-1945. Parce qu'ils sacrifiaient l'intérêt national à leurs intérêts de classe, parce que, d'autre part, ils misaient sur le triomphe du fascisme hitlérien, pour protéger leurs priviléges contre le peuple, les trusts, qui possédaient dans une large mesure le monopole de la production française, ont saboté scientifiquement l'économie française et limité systématiquement la production. Le mot d'ordre des trusts était : *produire peu pour vendre cher*.

b) Pour maintenir les prix élevés, les trusts qui détiennent le monopole de la production dans une branche déterminée de l'industrie, ont fait obstacle à tout progrès. (Exemple : le retard dans l'électrification du pays, alors que la seule électrification des voies ferrées nous permettrait d'économiser annuellement dix millions de tonnes de charbon, c'est-à-dire la moitié de ce que nous devons acheter à l'étranger.)

c) En outre, après avoir, avant la guerre saboté l'économie française, et en particulier l'industrie de guerre, les trusts ont mis, pendant la guerre, l'essentiel des richesses du pays au service de Hitler.

d) Enfin l'état de l'économie française a été aggravé du fait de la guerre et de l'occupation (destructions, pillages, usure des machines, terres mal cultivées faute de moyens, paiement de lourdes indemnités aux troupes d'occupation, etc.).

2°) L'essor démocratique.

Au lendemain de la Libération, il y a en France un désir profond de changement vers plus de démocratie.

La dure expérience historique que vient de vivre le peuple français a mis en lumière les faits suivants :

a) L'insuffisance de la démocratie avant la guerre (en particulier la pratique des décrets-lois), a été un des éléments de la défaite de 1940 ;

b) Après la défaite, la destruction complète de la démocratie et l'instauration de la dictature fasciste ont été le moyen pour les trusts de mener à bien leur haute trahison et de livrer à l'ennemi les richesses de la France et l'indépendance nationale ;

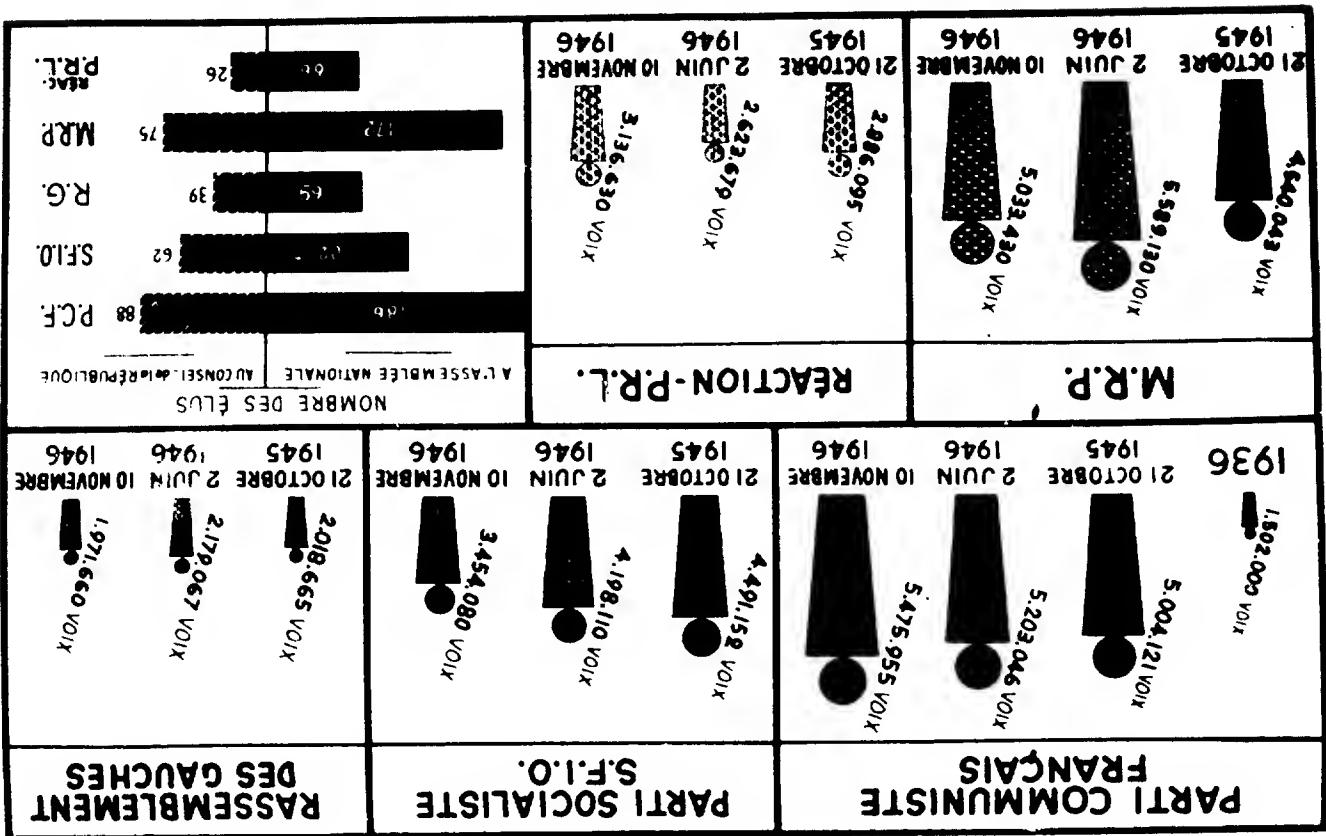
c) La Libération a été essentiellement l'œuvre du peuple (action des F. T. P. F. et des F. F. I.). La classe ouvrière a pris une part déterminante dans la résistance contre l'occupant, dans la préparation et dans le déroulement de l'insurrection nationale.

Ainsi la classe ouvrière et le peuple ont conquis une place plus grande dans la nation et sont devenus les artisans essentiels de sa renais- sance.

Il en est résulté au moment de la Libération un essor démocratique qui s'est manifesté entre autre par l'activité des comités de libération, par un certain nombre de nationalisations, par la constitution des comités de gestion dans les usines mises sous séquestre, par le rôle des comités d'entreprise, etc.

3°) Le prestige du Parti Communiste Français.

Au lendemain de la Libération le Parti Communiste est apparu comme jouissant d'un prestige considérable, d'une autorité accrue sur les larges masses du peuple.



Cette autorité, cette influence, il les doit avant tout à sa clairvoyance et à la justesse de sa politique.

C'est lui qui, avant la guerre et pendant la guerre, a montré le caractère antinational et la haute trahison des trusts; c'est lui qui a alerté le peuple sur le péril que le fascisme, l'accession de Hitler au pouvoir, la prétendue non-intervention en Espagne, etc., représentaient pour la France, pour la démocratie et pour la paix; c'est lui qui a dénoncé la trahison de Munich.

Dès septembre 1939, et pendant la « drôle de guerre », le Parti Communiste, malgré la répression, a dénoncé les hommes du capital financier et de la réaction qui ne faisaient pas la guerre à Hitler, mais à la classe ouvrière française et qui se préparaient à engager des opérations contre l'Union Soviétique. Au 6 juin 1940, il a proposé solennellement mais en vain, d'organiser la défense de Paris. Après la capitulation il a préconisé la formation autour de la classe ouvrière « d'un front de la liberté, de l'indépendance et de la renaissance de la France ». Passant aux actes il a organisé la lutte contre l'envahisseur et ses complices (1).

C'est lui qui avait vu juste, c'est lui qui avait eu raison, c'est lui qui avait eu au plus haut degré, le sens national.

Au surplus, c'est le Parti Communiste et ses militants qui ont fait les sacrifices les plus grands dans la lutte pour la libération nationale, ce qui a valu au Parti Communiste le glorieux titre de **Parti des fusillés**.

En bref, au lendemain de la Libération, la situation en France était caractérisée :

- par la volonté des masses populaires de travailler à la renaissance de la France,
- par le développement de la poussée démocratique,
- par le prestige et le rôle accrus du Parti Communiste Français dans le pays.

4) La réaction contre la renaissance et l'indépendance nationales.

Dans le développement des forces de démocratie, avec à leur tête un Parti Communiste puissant, jouissant d'une grande influence non seulement parmi la classe ouvrière mais encore dans les classes moyennes et notamment chez les paysans, les hommes des trusts voient une menace pour leurs priviléges.

Ils organisent la lutte contre la démocratie et accumulent les obstacles sur sa route.

Prives d'appui dans le peuple, ne pouvant plus compter sur le fascisme hitlérien, militairement écrasé, ils vont chercher de nouveaux appuis auprès des trusts étrangers qui ne voient pas sans inquiétude se constituer une France démocratique et indépendante cherchant à se libérer des oligarchies financières qui l'ont conduite à la catastrophe.

Continuant à abriter leurs égoïstes intérêts de classe qu'ils placent avant l'intérêt national, les trusts vont organiser la lutte contre la renaissance et l'indépendance nationales de la France.

La réaction au service des trusts relève la tête. Quelles sont les principales formes de son action anti-démocratique et anti nationale?

1) Elle tente d'abord de faire obstacle au développement de la production.

"Partout inactivité, malveillance, sabotage. Le péril est extrême. Il semble que l'on se trouve en présence d'un plan concerté. L'in même plan de ruine, mis à exécution par les mêmes gens et les mêmes groupements qui avaient conduit le pays à la défaite et à l'invasion." (Maurice Thorez : "Une politique de grandeur française," page 329.)

2) La réaction s'efforce par tous les moyens à désorganiser la vie économique.

Elle pousse à la hausse des prix. Elle cherche à opposer les paysans aux travailleurs des villes. En pratiquant le stockage, les grands capitalistes aggravent la pénurie, les difficultés du ravitaillement et la cherté de la vie. La réaction pousse à l'inflation qui, aboutissant à une crise financière, déterminerait l'effondrement du franc et favoriserait l'appel aux puissances financières de l'étranger.

3) La réaction cherche à diminuer l'autorité des institutions nouvelles.

Elle a, par ses manœuvres, réussi à empêcher le vote de la Constitution et réussi à prolonger le régime provisoire jusqu'à la fin de l'année 1946 dans le but de créer l'instabilité politique et de faciliter les entreprises du pouvoir personnel.

Elle est parvenue à empêcher une éputation rapide et sérieuse et, en conséquence, elle a réussi à maintenir en place l'essentiel du **vieux appareil d'Etat capitaliste**, malgré la compromission éclatante dans la politique de collaboration avec l'ennemi d'un certain nombre d'hommes placés à la tête des administrations.

Elle a, avec le concours de Capitan, ministre gaulliste de l'Éducation nationale, réussi à retarder le retour aux lois laïques. Elle a, avec Dietrich d'abord, et le M. R. P. Michelet ensuite, ministres gaullistes de la Guerre, favorisé la formation d'une armée de métier et fait obstacle à la formation d'une armée nationale et démocratique.

4) La réaction a lutte contre les nationalisations après avoir tenté vainement de les éviter.

Elle essaie aujourd'hui de les discréder. Elle s'est efforcée d'empêcher l'application du plan de sécurité sociale établi par le ministre communiste Ambroise Croizat. Elle lutte contre l'attribution aux ouvriers et aux fonctionnaires de salaires et de traitements leur assurant une vie normale.

5) La réaction cherche à empêcher l'union des forces ouvrières et démocratiques.

Par exemple, pour empêcher l'établissement de rapports fraternels entre travailleurs communistes et travailleurs socialistes, elle a tenté de créer un parti travailliste associant le M. R. P. et le Parti Socialiste.

Elle a recours aux provocations au sein de la classe ouvrière en poussant à des mouvements de grève inconsidérés et en utilisant les groupuscules hitléro-trotskistes.

Elle s'efforce encore de nuire à l'union des forces ouvrières et démocratiques dans le pays, par exemple en utilisant dans des groupements comme le "Rassemblement des Cauches" des hommes à sa dévotion comme Daladier et les éléments gaullistes de l'U. D. S. R.

6) La réaction s'emploie à organiser des fractions à caractère nettement fasciste dans la plupart des partis.

Entre autres dans le P. R. L. et dans le M. R. P., où elle essaie de faire prévaloir les méthodes chères aux fascistes, en particulier la mystique du chef, la démagogie sociale, etc.

7) La réaction pousse enfin à une politique d'aventures dans les territoires d'outre-mer.

En particulier au Viet-Nam, cette politique visant non seulement à sauvegarder les priviléges de quelques colonialistes, mais aussi à donner prétexte aux interventions étrangères et à la dislocation de l'Union Française.

II. — LE PARTI COMMUNISTE A LA TÊTE DE L'EFFORT DE RENAISSANCE FRANÇAISE

UN SEUL DEVOIR PRODUIRE

A DIT

Maurice THOREZ
aux mineurs



I) La lutte pour la production.

a) Avant même que le territoire français soit entièrement libéré, les communistes engagèrent la bataille de la production :

En janvier 1945, à Ivry devant le Comité Central, Maurice Thorez lançait d'ardents appels à la production :

Et maintenant, où est le péril pour notre pays? Il est sur le terrain de la production où les mêmes éléments qui provoquent la défaite, l'invasion de notre pays, poursuivent scientifiquement un plan de désagréation, de désorganisation de notre pays.

Ces appels ont été développés au X^e Congrès National du Parti, puis à Waziers le 21 juillet 1945, à Valenciennes, à Monceau-les-Mines, et repris par le Parti tout entier à travers le pays, en même temps que les ouvriers communistes prêchaient partout l'exemple.

Sous l'impulsion du Parti Communiste Français, grâce à l'effort persévérant des travailleurs, des progrès considérables ont été réalisés.

b) Cette lutte n'est point terminée. Poursuivre l'effort de production, telle est une des idées maîtresses du programme d'action gouvernementale établi par le Comité Central du Parti Communiste Français le 27 novembre 1946, à Puteaux.

L'effort de production est en effet plus nécessaire que jamais :

1) Une production accrue est la condition même du relèvement du pays, l'accroissement de la richesse nationale permettant d'assurer l'indépendance de la France à l'égard de l'étranger.

2) Développer la production c'est sauvegarder le franc. Si la production est intensifiée, il est beaucoup plus facile par une action vigoureuse de faire baisser les prix et ainsi d'empêcher l'inflation.

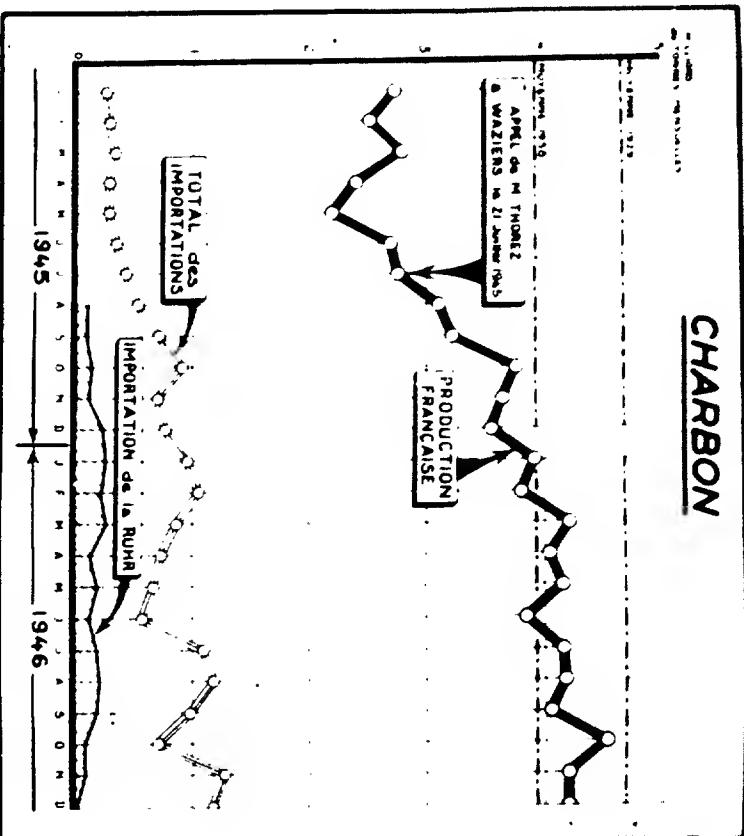
3) Le développement de la production est la condition nécessaire pour obtenir un ravitaillage abondant et à des prix normaux, pour la réalisation d'une politique de progrès social et la satisfaction des légères revendications des travailleurs.

Par surcroit, le développement de la production met fin au marasme et au désordre économique qui favorise les menées du fascisme et du pouvoir personnel.

c) Pour être victorieuse la bataille de la production doit réaliser les conditions suivantes :

Il faut mettre hors d'état de nuire tous ceux qui font obstacle à la renaissance économique, par une politique d'épuration conséquente, consolider et parfaire les nationalisations. **Le problème de la production n'est pas seulement un problème technique, c'est aussi et surtout un problème politique.**

CHARBON



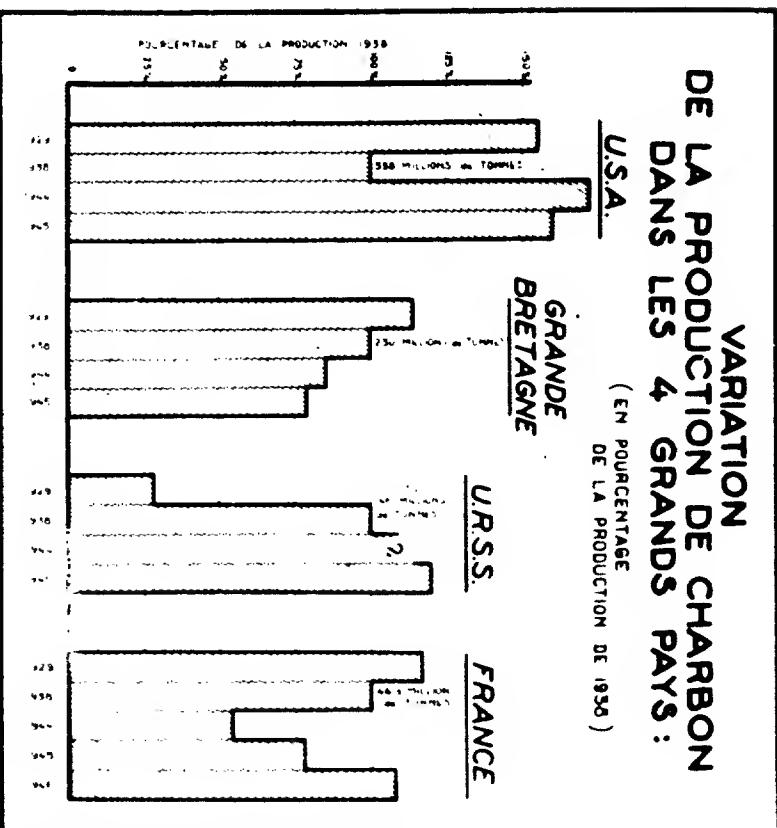
Il faut que l'effort productif soit lié aux revendications. On ne peut pas considérer à part le progrès social, il marche avec la production. **Le développement de la production rend possible une amélioration des moyens d'existence des masses laborieuses et une telle amélioration garantit un nouveau développement de la production.**

Il est faux, à cet égard, de dire que toute augmentation des salaires doit se traduire par une augmentation des prix. On peut augmenter les salaires sans qu'il y ait montée des prix, à condition que l'augmentation des salaires soit compensée par une diminution du taux du profit. Il n'y a pas de cycle infernal.

Il faut améliorer la technique qui est aujourd'hui un facteur décisif du développement de la production. Il importe d'accroître et d'aménager les ressources énergétiques, de développer les industries de base et la fabrication de machines-outils, de perfectionner nos industries de transformation.

VARIATION DE LA PRODUCTION DE CHARBON DANS LES 4 GRANDS PAYS:

(EN POURCENTAGE DE LA PRODUCTION DE 1938)



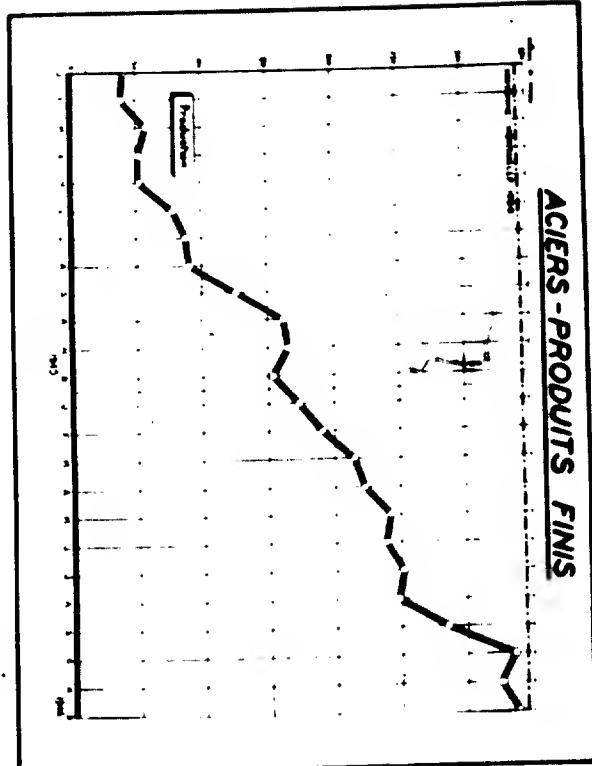
d) **L'effort de production est second parce qu'il est impulsé par tous les communistes et non pas seulement par la direction du Parti.** Il y a, d'une part, les initiatives des ministres communistes et, d'autre part, l'activité des communistes dans les usines, les syndicats et les comités d'entreprise.

"Les ministres du Parti ne sont que les représentants d'autant plus écoutés dans le Conseil du Gouvernement que le Parti est actif et étroitement lié aux masses."

(Maurice Thorez, C. C. des 15 et 16 juin 1946.)

e) De plus, l'effort de production est impossible en dehors de la confiance et de l'effort des masses populaires. Il implique un gouvernement qui s'appuie sur le peuple, donc un gouvernement constitué avec la participation des communistes qui représentent la partie la plus nombreuse et la plus active de la classe ouvrière, classe essentiellement productrice.

ACIERS-PRODUITS FINIS



La production de l'acier atteint 92% de celle de 1938 (M. THIERRY à l'ouïe, le 25.2.1941).

C'est pourquoi l'exclusion des communistes du gouvernement est contraire à l'intérêt national. Toutes les tentatives faites par la réaction pour empêcher les communistes d'accéder à la direction du gouvernement ou même d'en faire partie et d'y occuper des postes importants ont été dictées par de sordides préoccupations d'intérêt de classe. Après avoir admis la présence des communistes au gouvernement, parce qu'elle les croyait incapables de faire face avec honneur à leurs responsabilités, la réaction a changé d'attitude lorsqu'elle a constaté l'efficacité de leur action. Mais, au mois de janvier 1947, elle a échoué dans sa tentative d'obtenir la reconduction du gouvernement homogène socialiste dont le principal mérite à ses yeux était de ne pas comprendre dans son sein des communistes.

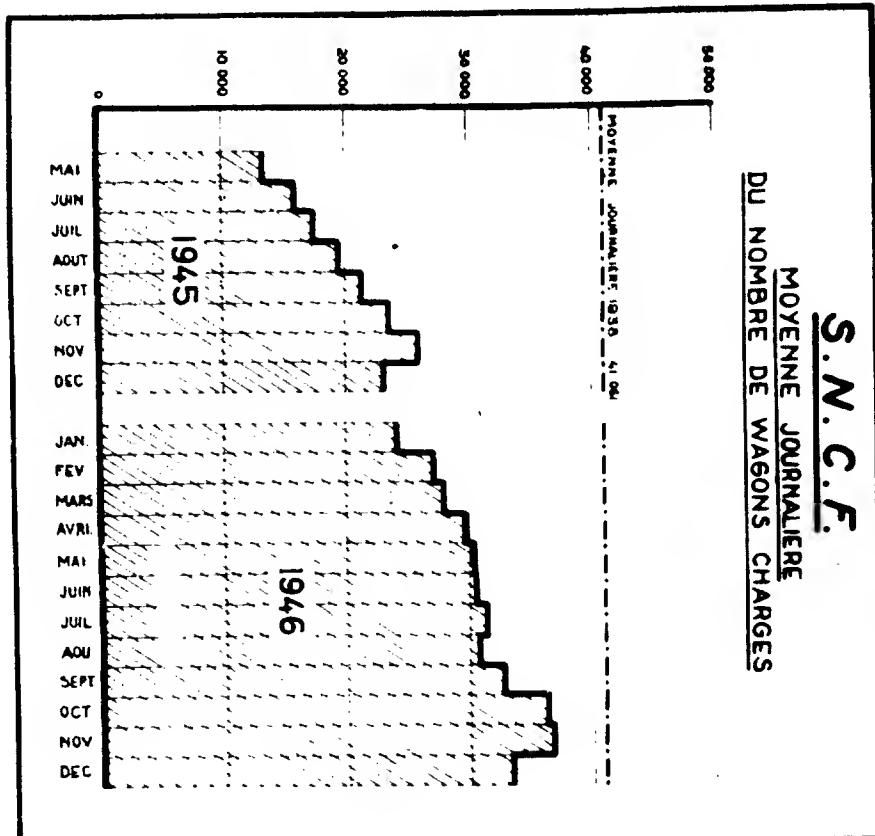
2*) Élargissement et rénovation de la démocratie.

a) Tout en poursuivant son effort de renaissance française le Parti Communiste a lutté et lutte pour l'élargissement et la rénovation de la démocratie.

Fidèle à l'esprit de la Résistance il n'a cessé de mener le combat pour l'application des mesures démocratiques inscrites dans le programme du Conseil National de la Résistance.

Au sein de l'Assemblée consultative, ses élus ont lutté systématique-

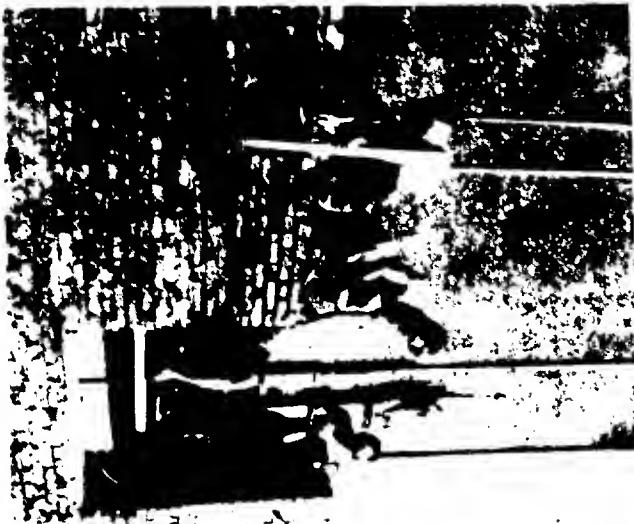
S.N.C.F.
MOYENNE JOURNALIÈRE
DU NOMBRE DE WAGONS CHARGÉS



ment pour le retour aux lois laïques, pour la liquidation du système de Vichy et pour qu'il soit tenu compte des avis exprimés à l'époque par cette Assemblée.

Après avoir élaboré un projet de Constitution profondément démocratique et lutté pour le faire accepter, le Parti Communiste s'est efforcé, dans la deuxième Assemblée Constituante, d'introduire le maximum de principes démocratiques dans la Constitution du 13 octobre 1946, après le rejet de celle du 5 mai 1946.

Les communistes, au sein de cette Assemblée Constituante, ont combattu avec succès pour que soient respectés dans la Constitution définitivement adoptée, les principes démocratiques fondamentaux : reconnaissance des droits économiques et sociaux des travailleurs, souveraineté de l'Assemblée élue au suffrage universel, laïcité.



b) Les communistes ont contribué pour une large part aux nationalisations nécessaires car les nationalisations placent entre les mains d'un gouvernement démocratique des moyens appréciables pour l'œuvre de redressement économique et social du pays. (Maurice Thorez).

Les communistes ont entrepris la démocratisation de nos administrations publiques par l'institution du statut de la fonction publique. En travaillant au développement des comités d'entreprise et à l'organisation de la sécurité sociale, ils ont accru le rôle de la classe ouvrière et de ses organisations sociales dans la nation.



On the other hand, the *lateral* and *anterior* roots of the second cervical nerve supply the skin of the back of the neck, and the *posterior* root supplies the skin of the back of the head.

1) Le programme d'action gouvernementale établi au Comité Central de l'Uteck le 27 novembre 1946 tend à poursuivre la consolidation et la rénovation des institutions démocratiques. Nous nous proposons d'en donner ci-dessous les lignes essentielles, en ce qui concerne la démocratie :

Maintien des droits économiques, politiques et sociaux, assurant

le respect de la personne humaine et de la liberté individuelle, ainsi que la défense de la propriété, fruit du travail et de l'épargne.

— Entière laïcité de l'Etat et de l'Ecole publique.

— Décentralisation et déconcentration des administrations publiques, par l'élimination de tous les organismes parasitaires.

— Développement de l'enseignement à tous les degrés par l'accès de l'enfant à toutes les écoles sans que puisse jouer le privilège de la fortune, et par la revalorisation de la fonction enseignante.

— Liquidation de toutes les séquelles du vichysme par l'épuration et le châtiment des traîtres, la confiscation de leurs biens au profit de la Nation.

— Repression sévère des trafiquants du marche noir et confiscation de leurs fortunes accumulées sur la misère du peuple.

3°) Sécurité française, indépendance nationale, paix solide et durable.

Les communistes agissent toujours en défenseurs vigilants des intérêts français, de la sécurité française, de la paix.

À l'heure présente, cette politique de défense des intérêts français exige :

1) Une collaboration confiante et fraternelle entre la France et les peuples d'outre-mer dans le cadre de l'Union Française.

2) Une réforme démocratique de l'armée.

3) L'application d'une politique extérieure qui vise à assurer la sécurité de la France :

— liquidation des survivances du fascisme, notamment en Allemagne ; contrôle intégral le plus sévère du bassin de la Ruhr et rattachement économique de la Sarre à la France ; régime spécial pour la Rénanie ;

— paiement à la France des justes réparations qui lui sont dues, ce qui implique notamment l'augmentation des livraisons de charbon de la Ruhr, indispensable au relèvement de l'économie française ;

— reconnaissance du "gouvernement républicain espagnol et rupture totale avec Franco.

4) Refus de participation à tout bloc particulier visant à diviser les Alliés ; politique d'amitié avec tous les pays alliés, et d'abord avec les trois grands pays vainqueurs (Etats-Unis, Angleterre et U. R. S. S.) ; application loyale du pacte franco-soviétique ; traité d'alliance avec l'Angleterre sous réserve toutefois de régler les différends qui existent entre la France et l'Angleterre, notamment au sujet du problème alle-

mand ; rétablissement des liens traditionnels d'amitié avec les pays de l'Europe centrale et orientale où la démocratie remporte de grandes victoires ; participation sur le plan international à une entente générale des Alliés tendant à assurer le désarmement progressif et l'interdiction des armes atomiques.

4°) Les conditions du succès d'une politique démocratique et française : l'union des forces ouvrières et démocratiques.

Renaissance du pays ; consolidation et rénovation de la démocratie sur le plan économique, social et politique ; sécurité française, voilà les trois principaux objectifs actuels du Parti Communiste Français. Ils seront atteints dans la mesure où se réalisera l'union des forces ouvrières et démocratiques. L'expérience de toutes les luttes du passé y compris les plus récentes, montre que la classe ouvrière ne peut vaincre si elle est divisée ; en outre, si elle est isolée, « son solo devient un chant funèbre », selon la belle formule de Marx.

L'unité de la classe ouvrière, l'union de la classe ouvrière avec les classes moyennes et notamment avec les paysans, sont les conditions du succès.

La classe ouvrière a déjà réalisé pratiquement la unité syndicale, l'essentiel de ses forces étant groupées dans la C. G. T. (il existe cependant des syndicats « chrétiens », ce qui pose le problème de l'achèvement de l'unité syndicale). La classe ouvrière est unie à l'usine, à la mine, dans les comités d'entreprise. Mais les efforts en faveur de l'unité des forces ouvrières doivent être poursuivis en vue d'aboutir à l'action commune des socialistes et des communistes, à leur rencontre dans les amicales du Parti Ouvrier Français, et enfin à la constitution du Parti Ouvrier Français, qui serait le guide de notre démocratie nouvelle et populaire. (Maurice Thorez : interview au "Times" du 18 novembre 1946.)

Par surcroît, le Parti Communiste travaille sans relâche à rapprocher et à unir les forces ouvrières avec toutes les forces démocratiques, c'est-à-dire toute la France attachée à la République démocratique, laïque et sociale, sans en excepter la masse des travailleurs catholiques, ennemis de la réaction et des trusts, et à qui les communistes tendent une main fraternelle.

Cette politique d'union exige des efforts perséverants. C'est seulement dans l'action concrète contre la réaction que peut se réaliser le rassemblement des forces ouvrières et démocratiques, indispensables au salut national. **Le devoir des communistes c'est d'être les meilleurs dans cette action.**

Cette formule est applicable, non seulement à la lutte militaire, mais aussi à la lutte politique. Elle permet de comprendre pourquoi la stratégie reste souvent la même pendant une longue période, alors que la tactique est essentiellement changeante.



COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
à la manifestation des communistes contre les journées de février 1931

III. - QUELQUES PRINCIPES DE STRATÉGIE ET DE TACTIQUE

Dans la lutte incessante qu'il livre aux forces de réaction le Parti Communiste a besoin, comme dans toute lutte, d'une stratégie et d'une tactique.

Les principes généraux de notre stratégie et de notre tactique découlent de la théorie marxiste-léniniste et de la riche expérience des luttes passées.

Pour faire comprendre d'une manière très simple la différence qui existe entre la stratégie et la tactique, nous emprunterons une brève formule à l'ouvrage du grand historien Tarié sur Napoléon :

"La stratégie, écrit-il, est l'art de gagner la guerre; la tactique est l'art de gagner les batailles."

1) La stratégie.

La stratégie consiste essentiellement à fixer la direction du coup principal, à élaborer le plan des dispositions des forces en vue du but à atteindre ; enfin à lutter pour la réalisation de ce plan.

Par exemple, dans la période historique actuelle, le problème n'est pas « capitalisme ou socialisme ». Le coup principal doit être porté contre la réaction, c'est-à-dire contre les trusts et les forces politiques à leur service. Le but à atteindre, c'est d'isoler la réaction pour la battre. Le plan doit consister essentiellement dans l'unité de la classe ouvrière et dans le rassemblement des forces ouvrières et démocratiques.

2) La tactique.

La tactique avens-nous dit est essentiellement changeante.

La tactique est une partie de la stratégie, subordonnée à celle-ci et destinée à la servir. (Staline.)

Par exemple, dans la période de 1933 à mai 1945 où le but stratégique était le même (faire échec au fascisme hitlérien, isoler ses agents munichois, par l'union des forces nationales et démocratiques), la tactique change.

Exemple :

De février 1934 à mai 1936, l'action de la classe ouvrière revêt fréquemment la forme gréviste (grève générale du 12 février 1934, grève revendicative du printemps 1936, etc.)

En juin 1936, soucieux d'éviter l'isolement de la classe ouvrière qui aurait favorisé un retour offensif du fascisme, le Parti Communiste lance par la voix de son secrétaire général, Maurice Thorez, le mot d'ordre : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue, dès que les revendications les plus importantes et les plus essentielles sont admises. »

Autre exemple :

Sous l'occupation allemande, la lutte de la classe ouvrière s'exprime essentiellement par des actions armées et l'organisation du sabotage contre l'occupant et ses agents.

En été 1944 cette lutte se traduit par l'organisation et le déroulement de l'insurrection nationale, avec la classe ouvrière à sa tête.

En janvier 1945, le Comité Central du Parti Communiste appelle à la dissolution des milices patriotiques et préconise une série de mesures en vue d'éviter la rupture entre la classe ouvrière et les classes moyennes de la ville et de la campagne, en vue de créer les conditions indispensables au rassemblement de toutes les forces ouvrières et démocratiques et à l'isolement des éléments aventuriers qui préparent le pouvoir personnel.

3°) Les règles permanentes d'action.

Dans la détermination de sa stratégie et de sa tactique le Parti Communiste tient compte d'un certain nombre de règles permanentes dont les principales sont les suivantes :

a) On ne peut vaincre avec l'avant-garde seule.

En juin 1848 les ouvriers parisiens furent vaincus parce qu'ils étaient isolés. En 1871 la Commune fut écrasée parce que les Versaillais réussirent à l'isoler des couches essentielles de la paysannerie. En octobre 1917 la Révolution russe triomphé grâce à l'alliance du prolétariat et de la paysannerie.

b) Il importe de bien déterminer l'ennemi principal et le coup principal à porter.

Actuellement, ce sont les trusts et les forces politiques de la réaction qui sont l'ennemi principal et c'est contre eux que doit être porté le coup principal.

c) Il faut discerner ce qui est réalisable dans une période donnée.

À ce propos, Etienne Façon déclarait au X^e Congrès du Parti : « Les bavardages sur l'instauration du socialisme en France à l'époque actuelle n'ont aucun sens ou sont le fait de provocateurs chargés de diviser les forces démocratiques car les conditions indispensables à cette instauration ne sont pas données. Ce qui est réalisable présentement ce sont les trois grandes tâches clairement fixées par Maurice Thorez : la renaissance économique par l'augmentation de la production, le renouvellement de la démocratie, l'unité de la classe ouvrière. »

d) On doit savoir saisir la préoccupation sensible du peuple au moment donné.

Au moment où est écrit ce cours il est clair que la préoccupation la plus sensible du peuple c'est la baisse des prix, la lutte contre la vie

chère. Par suite, c'est en partant essentiellement de cette question que les communistes doivent entraîner les masses populaires.

e) Les masses s'éduquent par leurs propres expériences.

Il est certain que les quatre années de lutte pour la libération nationale ont fait plus que des dizaines d'années "normales" pour la maturité politique de la classe ouvrière et du peuple français.

Cela veut dire que le Parti ne saurait considérer la propagande comme sa seule activité, mais qu'il doit au contraire s'employer à orienter et à développer la lutte des masses elles-mêmes pour le renouvellement national, le progrès social, le renouvellement de la démocratie et la paix.

4°) Les déformations de notre stratégie et de notre tactique.

Mais la stratégie et la tactique communistes risquent à tout instant d'être déformées sous la pression des forces hostiles ou étrangères à la classe ouvrière.

De la même manière que le pilote du navire ballotté par les flots connaît ce qu'on appelle la "perte de direction", de même les communistes risquent de perdre la perspective et de se laisser "déporter" à droite ou à gauche de la ligne juste.

On peut distinguer deux sortes de déformations :

- des déformations de droite ou opportunistes.
- des déformations gauchistes ou sectaires.

On peut ranger parmi les déviations opportunistes, celles qui consistent à voir dans le caractère profondément national de la politique du parti communiste la preuve que nous "aurions dépassé le stade de la lutte des classes". Au contraire, l'examen attentif de la situation actuelle montre que la lutte entre les forces réactionnaires du grand capital et la classe ouvrière à la tête des forces de démocratie tend à devenir de plus en plus aiguë.

Est aussi opportuniste l'opinion selon laquelle on peut parvenir au socialisme sans lutte. « L'histoire montre qu'il n'y a pas de progrès sans lutte... c'est le sens même de la vie. » (Maurice Thorez au « Times » le 18 novembre 1946.)

On peut ranger parmi les déformations sectaires, celles qui consistent à ne pas voir les changements survenus par rapport à la période d'avant-guerre, à remplacer en conséquence l'action actuellement nécessaire par une phraseologie qui ne correspond pas à la situation présente. Une autre déformation sectaire, c'est la résistance à la politique d'unité de la classe ouvrière et au rassemblement de toutes les forces hostiles à la dictature et à l'activité des trusts.

Les sectaires et les opportunistes se rejoignent dans un même mépris des masses, dans une même crainte de l'action des masses. En bref, pour bien comprendre et bien appliquer la stratégie et la tactique du Parti, il importe d'une part de connaître au moins dans l'essentiel les éléments de la théorie marxiste-léniniste ; mais, il importe d'autre part de se souvenir que "la théorie marxiste-léniniste n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action".

OUVRAGES A LIRE

CONCLUSION

La politique du Parti est une politique juste parce qu'elle est une politique scientifique, éclairée par la théorie marxiste-léniniste comme la technique de l'ingénieur s'appuie sur la science du physicien.

C'est une politique juste parce qu'elle s'appuie en premier lieu sur la force sociale qui se développe, sur la classe progressive, sur la classe ouvrière.

La politique du Parti est rigoureusement conforme à l'intérêt national parce que — l'histoire nous l'apprend — les intérêts de la nation s'identifient toujours avec les intérêts de la classe montante (voir cours n° 1).

La politique du Parti est conforme à la fois aux intérêts actuels des travailleurs et à leurs intérêts à venir.

Les communistes combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le moment présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement."

(Marx et Engels, "Manifeste du Parti Communiste")

La politique du Parti est élaborée et décidée démocratiquement par les Congrès du Parti (et entre deux Congrès par le Comité Central élu par le Congrès du Parti), ce qui veut dire que tout membre du Parti contribue et doit contribuer à son élaboration.

Chaque communiste doit aussi travailler où qu'il se trouve à la faire triompher.

ERRATUM

Dans le cours n° 1, page 16, 3^e paragraphe lire :
a) la mainmise des puissances d'argent sur la démocratie devait devenir plus totale.

J. STALINE : *Principes du léninisme*, chap. VII.
M. THOREZ : *Une politique française*, rapp. au X^e Congrès du P. C. F.

Interview au "Times", France Nouvelle du 23-11-46.

F. BILLOUX : *Deux ans après l'Iury* (Cahiers du Communisme, janvier 1947).

... *Le programme d'action gouvernementale adopté par le Comité Central de Puteaux (27-1-46).*

BIBLIOGRAPHIE

LENINE : *La Maladie infantile du communisme*, chap. VI, VII et VIII.

Histoire du P. C. de l'U. R. S. S., chap. VII.

A. MARTY : *Vaincre et Vivre*.

E. FAJON : *Le Marxisme léninisme, notre boussole*.
L'Insurrection parisienne.

QUESTIONS

- I. — Qu'est-ce qui caractérisait la situation économique de la France au lendemain de la Libération ?
- II. — Comment se manifeste l'activité de la réaction contre la renaissance et l'indépendance nationales ?
- III. — Expliquez comment le Parti Communiste Français a engagé et comment il poursuit la lutte pour la production.
- IV. — Quelles sont les conditions qui doivent être réalisées pour gagner la bataille de la production ?
- V. — Montrez le rôle essentiel du Parti Communiste Français pour l'élargissement et la rénovation de la Démocratie.
- VI. — Quelles sont les principales conditions de la sécurité française, de l'indépendance nationale et d'une paix solide et durable ?
- VII. — Expliquez en quoi la tactique se différencie de la stratégie.
- VIII. — Citez quelques règles permanentes d'action du Parti.
- IX. — Quelles sont les déformations essentielles de notre stratégie et de notre tactique ? Citez des exemples.

L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
ÉDITION DE JANVIER 1947

COURS N. 4

LE PARTI

Édité par la Section Centrale d'Éducation

du Parti Communiste Français
44, Rue Le Peletier, PARIS

Prix : 5 Frs

LE
PARTI

INTRODUCTION

Dans une société divisée en classes sociales, chaque classe ou fraction de classe trouve son expression politique dans un Parti qui exprime ses aspirations et défend ses intérêts.

Un Parti groupe des hommes et des femmes pour la réalisation de certains objectifs politiques, autour d'un programme et de moyens d'action déterminés.

Cela ne veut pas dire que tous les adhérents d'un Parti appartiennent à la classe ou fraction de classe dont il défend les intérêts. En France, par exemple, les différents partis qui expriment et soutiennent les intérêts des différents groupements capitalistes comptent dans leurs rangs des petits gens des classes moyennes, voire des ouvriers, ignorant les puissances économiques occultes qui tirent les fils de leur organisation. Il est donc faux de confondre, dans certains cas, un Parti, son programme, sa direction, avec la masse de ses adhérents.

I. LE PARTI COMMUNISTE, AVANT-GARDE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET PARTI DE LA NATION

I° Le Parti Communiste, avant-garde de la classe ouvrière.

a) **Le Parti Communiste, héritier des traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française.**

Au xix^e siècle, l'économie française a subi de profondes transformations, provoquées en particulier par l'invention et l'utilisation de la machine à vapeur. Il en est résulté le règne de la grande industrie et la croissance d'une classe ouvrière nombreuse, durablement exploitée, qui grandit et se concentre rapidement.

Les conditions de vie extrêmement pénibles de cette classe ouvrière provoquent plusieurs révoltes isolées, dont les plus célèbres sont celles des « canuts » lyonnais (1831) et celles des ouvriers parisiens en 1832 (enterrement du général Lamarque) et en 1834 (massacres de la rue Transnonain).

En juin 1848, c'est l'insurrection historique des ouvriers parisiens, caractérisée par Marx comme la *première insurrection de la classe ouvrière dans le monde*.

b) **Pourquoi le Parti Communiste est-il l'avant-garde de la classe ouvrière?**

De ces luttes s'est progressivement dégagée une avant-garde de la classe ouvrière composée des travailleurs les plus courageux, les plus clairvoyants et les plus expérimentés. Longtemps cette avant-garde ne dirigea que des actions localisées (revendicatives et politiques) sans perspectives. Il lui manquait, pour s'organiser et s'orienter, la connaissance des lois du développement de la société capitaliste.

C'est grâce à la découverte de ces lois par Marx et Engels que l'avant-garde de la classe ouvrière a pu prendre conscience du rôle historique de cette classe et des conditions de la libération de la société.

En 1847, dans le *Manifeste Communiste*, Marx et Engels ont montré que :

« pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; théoriquement, ils ont, sur le reste du prolétariat, l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. »

Cette fécondation de l'avant-garde de la classe ouvrière par la science du développement de la société (marxisme), a donné naissance au Parti de la classe ouvrière.

— En France, ce fut d'abord, en 1864, la section française de l'*Association Internationale des Travailleurs* (l'^{1^e} Internationale).

— En 1882, ce fut le *Parti Ouvrier Français*, de Jules GUESDE et de Paul LAFARGUE, dont nous sommes les héritiers. Ce parti aida à la formation, en 1905, d'un Parti socialiste uni (malheureusement dépourvu de principes fermes et qui glissa par la suite dans l'opportunisme).

En 1871, la Commune de Paris est surtout l'œuvre de la classe ouvrière parisienne prenant la tête du peuple de Paris dans son action contre la domination du grand capital et contre la trahison de ses houilles devant l'invasion prussienne, par peur du peuple. Elle donne le premier exemple, encore embryonnaire, d'un Etat prolétarien, démocratie authentique.

C'est de ces grandes traditions de notre classe ouvrière que le Parti Communiste français est l'héritier et le continuateur.

c) **Naissance du Parti Communiste Français.**

La guerre de 1914-1918, guerre impérialiste, injuste, provoqua l'écroulement de la III^e Internationale, pourrie par l'opportunisme; les Partis qui la composaient, y compris le Parti socialiste uniifié, sombrèrent dans la collaboration de classe avec les impérialistes de leurs pays respectifs.

Les souffrances de la guerre et l'enrichissement scandaleux des grands capitalistes dressèrent contre la politique de la direction du Parti Socialiste, dès 1914 et de plus en plus, les ouvriers socialistes et les masses populaires.

En 1917, en Russie, le Parti Bolchevik, en réalisant avec succès la Révolution socialiste d'Octobre, donna à la classe ouvrière française et internationale l'exemple d'un Parti nouveau, capable de conduire les travailleurs à la victoire.

Ainsi, la victoire de la Révolution socialiste en Russie, puis l'échec des grands mouvements prolétariens de 1917 à 1920, dans les autres pays, firent comprendre aux éléments les plus conséquents de la classe ouvrière la nécessité de bâtir un Parti ouvrier d'un type nouveau.

De cette volonté des travailleurs de tous les pays, naquit la III^e Internationale, l'Internationale Communiste.

En France, le 18^e Congrès du Parti Socialiste, qui s'est tenu à Tours, en décembre 1920, se prononça pour l'adhésion à la doctrine, aux principes et aux méthodes d'organisation qui venaient de donner la victoire aux travailleurs de l'immense Russie. La motion Marcel CACHIN, en faveur de l'adhésion à la III^e Internationale, l'emporta par 3.208 mandats contre 1.022. La minorité, suivant Paul FAURE et Léon BLUM, refusa de se soumettre et décida de créer un nouveau Parti qui prit le nom de Parti Socialiste (S.F.I.O.). *La majorité prit, peu après le nom du Parti Communiste Français.*



Marcel CACHIN,
doyen aîné et respecté
dans la direction du
Parti, qui joua au
congrès historique de
Tours, un rôle décisif

d) **Quelques étapes de l'histoire du Parti Communiste Français.**

Depuis sa formation, le Parti Communiste Français a toujours indiqué à la classe ouvrière la voie juste dans la lutte contre les trusts.

Groupant en premier lieu l'élite de la classe ouvrière française, le Parti a prouvé dans les actes ses capacités de dirigeant de la classe ouvrière.

Parti :

Voici quelques exemples du rôle d'avant-garde joué par le

Parti :

— Lors de la tentative fasciste du 6 février 1934, seul le Parti sut réagir immédiatement, lançant l'appel à la manifestation du 9 février, signal du grand mouvement qui devait aboutir au recul du fascisme dans notre pays, et, toujours sous l'impulsion du Parti, à l'unité d'action socialiste communiste (juillet 1934), à l'unité syndicale et au Front populaire (1935).

— Par contre, quand les grèves de 1936 eurent permis aux revendications essentielles de la classe ouvrière d'aboutir, le Parti eut seul le courage et l'autorité nécessaires pour lancer, par la voix de son Secrétaire général, Maurice THOREZ, le mot d'ordre : « Il faut savoir terminer une grève », évitant ainsi l'isolement de la classe ouvrière.

Par ces deux exemples, que l'on pourrait multiplier, on voit que le parti, au lieu de s'en tenir à un « suivisme » sans principe, s'est avéré le guide clairvoyant de la classe ouvrière et du peuple français.

Il a toujours lutté contre l'absurde « théorie de la spontanéité » du mouvement ouvrier, qui nie le rôle dirigeant du Parti et tend à laisser la classe ouvrière sans direction, sans état-major, dans sa lutte contre les forces gigantesques et intelligemment dirigées des trusts. Il n'y a pas plus de génération spontanée en politique que dans la nature.



Maurice THOREZ, Secrétaire général du Parti Communiste Français, guide clairvoyant et courageux du peuple de France.

« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Seul un parti, guidé par une théorie d'avant-garde, peut jouer le rôle de combattant d'avant-garde ». (LENINE).

2^e **Le Parti Communiste, parti de la Nation.**

Comme nous l'avons vu dans le cours n° 1 (page 12), à chaque époque de l'histoire, une classe décadente, devenue un obs-



Jacques DUCLOS
Secrétaire du Parti
Communiste Français

tacle au développement de la société, se dé-
tache de la nation, alors que les intérêts de
la classe montante coïncident avec l'intérêt
national.

C'est ainsi que, face à la trahison des
trusts, la classe ouvrière, classe montante,
progressive, a pris la tête de la lutte na-
tional.

Ce n'est donc nullement par l'effet d'une
tactique occasionnelle ou d'un calcul quel-
conque que le Parti Communiste, avant-
garde de la classe ouvrière, est devenu le
Parti de la Nation, atteignant ainsi une
étape nouvelle de sa mission historique.

a) **La clairvoyance nationale du Parti avant la guerre.**

Devant la menace du fascisme hitlérien, aggravée par la
haute trahison des hommes des trusts en France, le Parti pré-
conise, bien avant la guerre, les conditions de la sécurité fran-
çaise :

— Sur le plan intérieur, lutte contre le sabotage des trusts,
mise hors d'état de nuire de la « cinquième colonne », union de
la Nation française.

— Sur le plan extérieur, organisation de la sécurité collec-
tive, de la coopération de tous les pays pacifiques contre les agres-
seurs fascistes.

*Seul, en 1935, le Parti se prononce contre les accords Laval-
Mussolini, qui furent, pour l'Italie fasciste, une prime à l'agres-
sion.*

*Seul, le Parti mène une lutte conséquente, le 3 juillet 1936, contre la prétendue non-
intervention en Espagne, contre le renie-
ment de la signature de la France (rup-
ture du traité commercial franco-espagnol
de 1935) qui favorise les entreprises germano-italiennes à la frontière des Pyrénées.
André MARTY et des milliers de nos milita-
nts, dans les Brigades Internationales,
traduisent alors, dans les actes, la juste
politique communiste.*

*Seul, en septembre 1938, le Parti dé-
nonce la trahison de Munich, nouveau
reniement de la signature de la France, qui
livre à Hitler la puissante industrie de guerre de la Tchécoslova-
quie, nous fait perdre une alliée fidèle, ruine notre crédit dans
le monde et encourage l'ennemi dans la voie de l'agression.*



ANDRÉ MARTY
Secrétaire du Parti
Communiste Français

**Seul, il dénonce ensuite la collusion du gouvernement ma-
nichois avec l'agresseur hitlérien (notamment l'accord Bonnet-
Ribbentrop).**

**Seul, enfin, dans la première phase de la
guerre, de septembre 1939 à juin 1940, il
se dresse contre la politique criminelle des
Daladier et des Reynaud qui, au lieu de
mener la guerre juste contre les agresseurs
hitlériens, font la guerre à la classe ou-
vrière, au peuple, aux forces antifascistes
(dissolution du Parti, des syndicats ou-
vriers, exclusion des députés communistes,
peine de mort, etc.), laissent le champ libre
à la Cinquième Colonne, préparent la
guerre contre l'U.R.S.S., notre alliée natu-
relle (aide aux gardes blancs héréditaires,
concentration en Syrie d'une armée sous les
ordres de Weygand).**

JEAN MELVINS
Secrétaire du Parti
Communiste Français



Cette politique, qui continue à faire passer l'intérêt de classe
des trusts avant l'intérêt national, devait aboutir à la capita-
tion de juin 1940.

b) **Le Parti et la Libération de la France.**

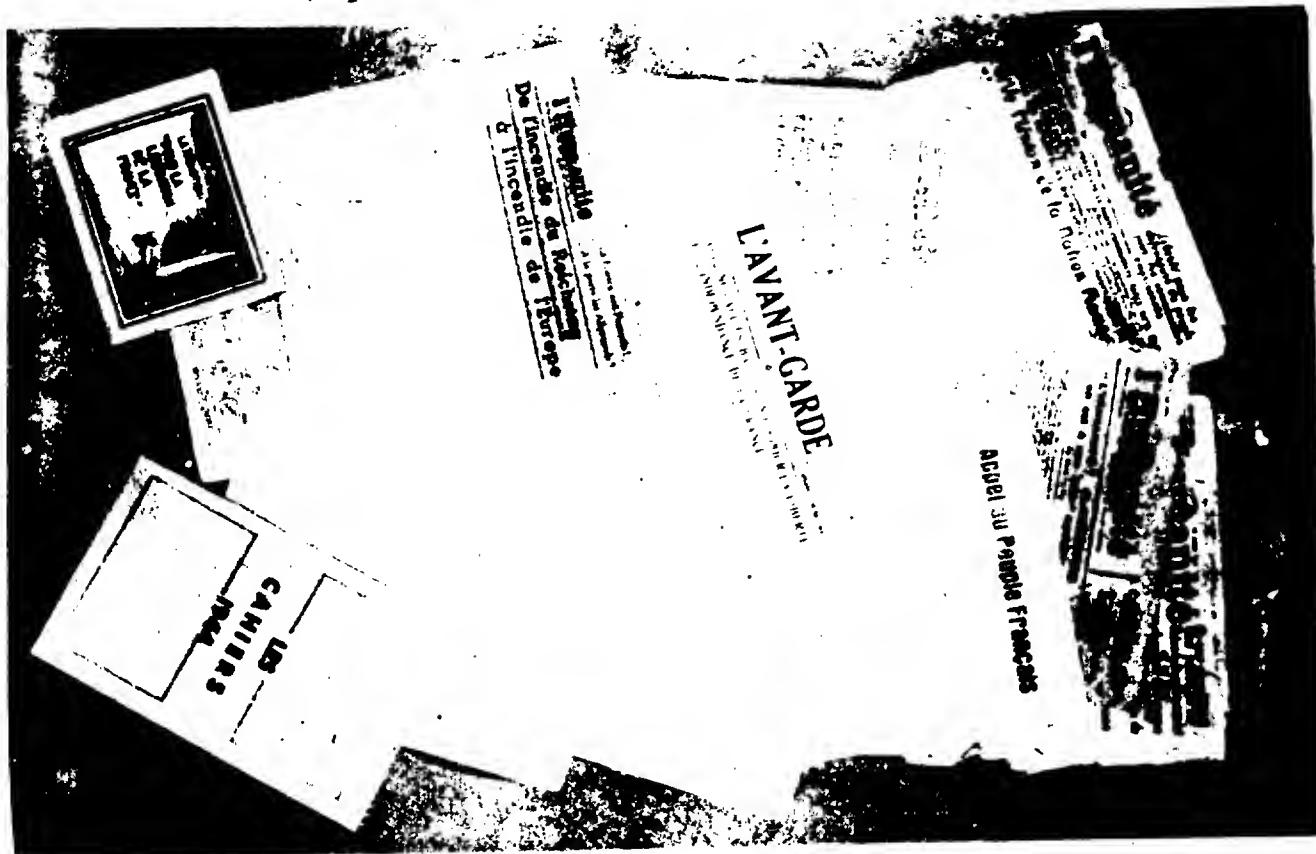
Dès le 6 juin 1940, le Parti propose vainement au gouver-
nement, devant l'invasion, la levée en masse et la lutte à mort
contre l'envahisseur, pour la défense de Paris.

Pendant toute la durée de l'occupation, le Parti a joué un
rôle dirigeant dans la Résistance. Non seulement il lui a fourni
ses méthodes d'organisation et de combat, et les meilleures de ses
combattants, mais il a montré comment libérer la France, contre
qui porter les coups, quelles forces mettre en jeu, et cela de
juin 1940 à l'insurrection nationale d'août 1944 :

THOREZ et Jacques DUCLOS :

« ... C'est dans le peuple que résident les grands es-
poirs de libération nationale et sociale. Et c'est autour
de la classe ouvrière, ardente et généreuse, pleine de
confiance et de courage, que peut se constituer le front
de la liberté, de l'indépendance et de la résistance
de la France. »

— Organisation du sabotage et des grèves patriotiques ;
— Front National ; Francs-Tireurs et Partisans Français ;
— Développement des luttes armées ;



— Dénonciation de l'« attentisme » :
— Insurrection nationale d'août 1944.

On peut affirmer que, sans le Parti Communiste, le Parti des Fusillés*, il n'y aurait pas eu de véritable Résistance française, et, par suite, la France, libérée seulement par l'extérieur, aurait perdu, en fait, son indépendance.

c) Le Parti et la Renaissance française.

Ainsi que nous l'avons montré dans le cours n° 3, le Parti Communiste a pris, dès la Libération, la tête de l'effort pour le relèvement de la France (1).

Dans la lutte pour la Renaissance de la France, le Parti Communiste français s'est avéré un Parti de Gouvernement, pas seulement par la présence et les réalisations des ministres communistes, mais par sa capacité d'apporter à tous les problèmes essentiels de la vie nationale une solution juste, conforme à l'intérêt identique du peuple et de la France.

Ainsi, le Parti Communiste, Parti de la classe ouvrière, est, en même temps le Parti de la clairvoyance nationale, le Parti de la Libération française, le Parti de la Renaissance française, en un mot, le grand Parti de la Nation française.



¹⁰ Juin 1940 et jusqu'à la Libération, au prix des plus grands sacrifices, le Parti Communiste a cessé, dans sa presse clandestine, d'appeler le peuple à la lutte effective contre l'envahisseur.

(1) Se reporter au cours n° 3, chapitre II, pour l'examen de cette étape de la politique du Parti.

Le Parti ouvre ses portes à tous les français honnêtes, ce qui n'exclut pas, mais au contraire implique la vigilance nécessaire pour faire échec aux tentatives des hommes des trusts, d'implanter leurs agents dans notre organisation.

II. LE PARTI COMMUNISTE, PARTI DE TYPE NOUVEAU

Si le Parti a pu et peut jouer son rôle d'avant-garde de la classe ouvrière et de force nationale décisive, c'est qu'il est un Parti de type nouveau.

1. L'unité de pensée.

L'unité de pensée dans le Parti a pour base l'accord des adhérents sur les principes du socialisme scientifique, du marxisme-léninisme, comme l'unité de pensée des physiciens réside dans leur accord sur les lois de la physique.

La reconnaissance par chaque communiste des principes du marxisme-léninisme exclut évidemment toute division du Parti en « tendances » ou « fractions ».

Cette unité de pensée sur les principes n'est nullement contraire à la liberté de discussion. Notre Parti est un *Parti démocratique*. Il est le seul où tout le monde participe, de la base au sommet, à l'élaboration de la politique à suivre et à la discussion de son application.

L'autocritique consiste à éduquer et améliorer le Parti et ses hommes, par l'expérience de leurs propres erreurs, par la recherche des causes de ces erreurs.

2. Les conditions d'admission au Parti.

Aux termes des statuts du Parti, ces conditions sont au nombre de trois :

- a) Reconnaître le programme et les statuts du Parti.
- b) Payer régulièrement ses cotisations.
- c) Etre adhérent d'une organisation de base du Parti et y militier activement.

En conséquence, le Parti doit s'efforcer d'entraîner au travail chacun de ses adhérents pour en faire un militant.

3. La liaison avec les masses.

Le Parti doit être lié aux masses, sous peine d'impuissance. Chaque Parti de la II^e Internationale était, comme dit STALINE, « un appareil électoral approprié aux élections parlementaires et à la lutte parlementaire », un parti ayant une politique à courte vue, fondée sur des intrigues parlementaires ou l'intérêt personnel.

Le Parti Communiste, au contraire, fonde son action sur une étroite liaison avec les masses, sur la connaissance et la défense de leurs intérêts, de leurs besoins, de leurs aspirations.

C'est pourquoi les membres du Parti militent dans les organisations de masse.

« On ne vient pas au Parti pour se servir mais pour servir. »

Le Parti fait un devoir à tous ses adhérents d'être, par leurs positions, par leur dévouement actif, par leur exemple, les meilleurs militants dans les organisations de masse (syndicats ouvriers, syndicats d'agriculteurs ou de commerçants, organisations féminines, jeunes, sportives, etc.).

4. La discipline.

Sur la base d'une théorie scientifique et d'une politique conséquente, une discipline consciente et librement consentie a pu s'instaurer dans le Parti. Cette discipline est fondée sur la compréhension par tous des conditions nécessaires de la lutte (articles 32 à 35 des Statuts).

5. Contre l'opportunisme et le sectarisme.

Dans sa lutte pour réaliser l'union de la classe ouvrière et pour renforcer l'alliance de celle-ci avec les classes moyennes, le Parti s'attache à éviter les déviations opportunistes ou sectaires qui représentent les survivances anciennes et la pression des éléments étrangers et hostiles à la classe ouvrière (1).

(1) Sur l'opportunisme et le sectarisme, se reporter au cours n° 3 (pages 21 et 22).

III. PRINCIPES D'ORGANISATION

L'efficacité de l'action de notre Parti dans tous les domaines provient *en premier lieu de la justesse de la ligne politique du parti*. Elle provient en deuxième lieu de son organisation.

« *Après que la ligne politique juste est donnée, le travail d'organisation devra de tout, y compris du sort de la ligne politique elle-même, de sa réalisation ou de son échec.* »

(STALIN. 1^{er} Congrès du Parti Bolchevik.)

1^{er} Le centralisme démocratique.

La structure du Parti repose sur les principes du centralisme démocratique.

Les plus essentiels de ces principes sont les suivants :

— Les assemblées générales, les conférences et les congrès élisent les organismes de direction aux différents échelons ;

— Ces organismes élus doivent rendre compte périodiquement de leur activité devant leurs mandants ;

— Selon une discipline librement consentie, les décisions prises après discussion doivent être appliquées par tous, la minorité, s'il y en a une, se soumettant à la majorité. De même, les organes intérieurs doivent appliquer les décisions des organes supérieurs, démocratiquement élus.

La ligne du Parti ayant été librement fixée par le Congrès, où s'exprime démocratiquement la volonté des adhérents et le résultat de leurs discussions, le succès dans l'action exige l'application de cette ligne par tous les communistes en bloc. L'activité de tous les organismes doit être orientée et dirigée par une volonté unique, centralisée, expression du rôle d'avant-garde et de l'unité de pensée du Parti.

Organismes élus du Parti à tous les échelons, groupe parlementaire, conseillers municipaux et généraux, presse du Parti, etc... tout doit agir dans le même sens.

Le centralisme, tel qu'il est réalisé dans le Parti Communiste, est inseparable de la démocratie ; il en est l'expression complète.

Le centralisme démocratique est le moyen de faire passer dans la vie la politique juste du Parti.



2^o La structure du Parti.

L'organisation du Parti, comporte de bas en haut : la cellule, la section, la fédération et le Comité Central.

« *Les plus hautes instances de la Cellule, de la Section, de la Fédération du Parti, sont respectivement l'Assemblée générale, la Conférence de Section, la Conférence fédérale, la Conférence Nationale du Parti ou le Congrès.* »

(Article 9 des Statuts.)

Chaque communiste doit étudier attentivement les articles des Statuts relatifs à la désignation des divers organismes du Parti, à leur fonctionnement, à leurs attributions. Dans ce cours élémentaire, nous insisterons sur la *Cellule*.

3^o La cellule, base de l'organisation du Parti.

La Cellule est l'*organisme politique de base du Parti*.

a) *Rôle de la Cellule* :

La cellule participe à l'élaboration de la politique du Parti, notamment par la discussion des rapports préparatoires à la Con-

sérence de Section, à la Conférence fédérale ou au Congrès du Parti.

Les tâches générales de la cellule sont résumées dans l'article 13 des Statuts qui est ainsi conçu :

« Les devoirs de la cellule sont : l'accomplissement du travail du Parti parmi la population laborieuse par une propagande et une agitation communiste systématiques, le recrutement, la diffusion de la littérature du Parti, la publication régulière de feuilles de propagande reflétant la vie et les revendications des travailleurs, l'éducation et la culture des membres du Parti et des ouvriers de l'entreprise, l'intervention dans tous les conflits politiques, dans toutes les revendications des travailleurs de l'entourage, l'étude et la défense de ces revendications en liaison avec l'action de classe et les buts d'émancipation sociale poursuivis par le Parti Communiste. »

b) **Cellules d'entreprises :**

Constitution d'une Cellule dans chaque entreprise où sont au minimum trois communistes (usine, atelier, bureau, magasin, entreprise agricole, etc.). La Cellule d'entreprise est la forme d'or-



ganisation qui permet la meilleure liaison avec la masse des travailleurs, parce qu'elle fonctionne sur le lieu du travail et de l'exploitation.

De plus, la puissance des trusts réside essentiellement dans les entreprises ; c'est là qu'on peut lutter contre eux avec le maximum d'efficacité (par exemple aujourd'hui sur le terrain de la production et des prix).

Rappelons qu'il est contraire aux statuts de constituer des cellules corporatives (ex. : facteurs travaillant dans des bureaux de poste différents, garçons de café employés dans des établissements différents...), des cellules de femmes, des cellules d'intellectuels. De telles organisations aboutiraient à de véritables « groupes », détachés de l'action générale du Parti, d'où paralysie du travail et possibilité de pénétration de l'ennemi.

c) **Cellules de maison, de rue, de quartier ou locale :**

Elles groupent sur la base du lieu de l'habitation les adhérents ne pouvant militer dans des cellules d'entreprises (ménages, commerçants, professions libérales, travailleurs isolés, etc.).

Rappelons qu'un communiste ne peut appartenir qu'à une cellule. Cela ne signifie pas que les camarades des cellules d'entreprises ne doivent pas participer à l'activité locale du Parti dans la localité où ils habitent. Ils ont au contraire le devoir d'y participer en liaison avec la section intéressée. Exemple : Activité dans les organisations qui fonctionnent sur la base locale (prisonniers, déportés, anciens combattants, comités de défense des intérêts de quartier) ; campagnes électorales, etc...

d) **Fonctionnement de la Cellule :**

La plus haute instance de la Cellule est l'*Assemblée générale* de ses membres.

Elle est responsable de son activité devant la section.

L'Assemblée de la cellule élit un Bureau et son *secrétaire* ; le Bureau doit faire des comptes rendus périodiques d'activité à la cellule.

L'article 14 des Statuts précise ainsi ses attributions :

« Ce Bureau dirige le travail de la cellule et le rapport entre les membres. Le Bureau de la cellule est responsable devant la cellule. Il est révocable à tous moments par la cellule. »

La réunion de cellule :

Bornons-nous à énumérer succinctement quelques-unes des

richesses du Parti : le développement de ses amitiés (ci-dessus : la vente de l'Humanité et de France nouvelle je dimanche)

conditions indispensables pour avoir de bonnes réunions de celle avec la présence régulière de tous les adhérents (1) :

Convocation écrite mentionnant l'ordre du jour de la réunion ;

Contrôle régulier des présences et travail de conviction auprès des adhérents qui sont absents sans raisons valables ;

Repartition des tâches entre tous les adhérents ;

Choix judicieux du lieu, du jour et de l'heure des réunions ;

Réunion commençant à l'heure exacte ;

Réunion courte (une heure et demie par exemple) ;

Discussion démocratique, chaque camarade ayant le droit et le devoir de donner son opinion sur le sujet débattu (les décisions sont prises à la majorité mais applicables par l'ensemble de la cellule y compris, éventuellement, ceux qui avaient une position différente).

Nous rappelons brièvement que la réunion de cellule, pour être intéressante et efficace, doit comporter :

1. La vérification de l'exécution des décisions prises ;

2. La discussion politique des questions actuelles à l'ordre du jour de la réunion, cette discussion devant aboutir, pour chaque question, à des décisions pratiques de travail, dont l'exécution est répartie entre les adhérents ;

3. Une partie éducative.

Une juste ligne politique ne peut être efficace que si elle est appliquée.

Il est donc nécessaire d'avoir des hommes et des femmes capables de bien comprendre cette ligne politique, de l'expliquer et d'en diriger la mise en pratique :

“ *Les cadres du Parti, c'est le corps de commandement du Parti.* ” (STALINE.)

I, l'ennemi de classe ne désarme jamais. Dans la période actuelle il cherche et cherchera d'autant plus à nous frapper et à nous paralyser que nous sommes plus forts et que nous remportons des succès.

La présence de véritables cadres à tous les postes responsables du Parti, et aux postes occupés hors du Parti par des communistes, est donc, plus que jamais, une question décisive.

La montée démocratique des cadres intéresse tout le Parti, toutes ses organisations, de la base au sommet.

La première condition pour résoudre le problème des cadres, c'est de se convaincre que le Parti possède en son sein *tous les militants voulus*.

“ *Les lamentations sur le manque de cadres sont une véritable hérésie ; elles doivent être condamnées avec la plus grande vigueur.* ” (M. THOREZ, « Une politique française ».)

1° Les qualités d'un militant responsable.

“ *Quelles considérations doivent nous guider dans le choix des responsables ?* ”

“ 1° Le dévouement le plus absolu à la cause des travailleurs, à la cause du peuple de France, la fidélité au Parti, dévouement et fidélité vérifiés dans le combat, dans les épreuves ;

“ 2° La liaison la plus étroite avec les masses. Pas de doctrinaires pétiants, mais des chefs populaires, connaissant bien les masses et connus d'elles ;

(1) Des indications plus détaillées sur certains points seront données pendant l'école élémentaire à l'occasion des exercices pratiques.

IV. LE PROBLÈME DES CADRES

3. *L'esprit d'initiative et de responsabilité, la capacité de s'orienter rapidement et de prendre soi-même une décision dans toutes les situations;*

4. *L'esprit de discipline, la fermeté du communiste aussi bien dans la lutte contre les ennemis du peuple que dans l'intransigeance à l'égard de toutes les déviations du marxisme-léninisme, et dans l'application résolue de toutes les décisions prises par les organisées régulières du Parti. »*

(M. Tuohatz, X^e Congrès du Parti.)

2. Comment choisir les responsables.

Nombreux sont les camarades susceptibles de devenir des militants solides.

Les organisations de base du Parti sont une magnifique réserve d'hommes (les actions de la période illégale, l'activité des communistes dans les Comités d'entreprises, leurs initiatives dans la production et la défense des revendications, les assemblées et conférences du Parti, les campagnes électorales, etc., le démontrent).

Mais il faut savoir découvrir les hommes capables et les placer au poste où ils peuvent le mieux servir le Parti.

a) *Pour découvrir de nouveaux militants capables, le meilleur moyen est le contrôle du travail de chacun. Le militant capable est celui qui réalise.*

« *Contrôler les militants, c'est les contrôler non d'après leurs promesses et déclarations, mais d'après le résultat de leur travail. Vérifier l'exécution des tâches, c'est la vérifier non seulement dans les bureaux, d'après des comptes rendus, mais avant tout, sur place, d'après les résultats effectifs de l'exécution. »*

(STALINE : *Pour une formation bolchevique*. P. 38.)

Ce contrôle des militants doit se faire par *en haut*, c'est-à-dire par les responsables de l'organisation supérieure, mais aussi *en bas*, par la masse des adhérents qui connaissent les militants, les voient à l'œuvre, ont le devoir de les contrôler et d'élire les meilleurs aux postes responsables qui conviennent le mieux à leurs capacités particulières.

Dans le choix des responsables, il est particulièrement important de faire confiance aux jeunes, qui représentent l'avenir du Parti et qui, placés à des postes responsables acquerront vite l'expérience qui peut leur manquer au début.

Cela ne veut évidemment pas dire qu'il faut écarter les militaires plus âgés qui accomplissent bien leurs tâches.

Ce qu'il faut, c'est reprendre les directions de cellules et de sections en fondant l'expérience des anciens avec l'ardeur et l'enthousiasme des jeunes.

b) Pour faciliter l'accès des meilleurs aux postes responsables, par exemple à la direction de la cellule ou au Comité de Section, il faut en éviter démocratiquement, au cas où ils s'y trouveraient, d'une part, ceux qui, se croyant supérieurs à tous les autres, veulent tout faire et découragent les bonnes volontés, d'autre part, les bavards, c'est-à-dire ceux qui font de longs et brillants discours mais ne réalisent pas dans la pratique la politique du Parti.

c) *L'éducation politique de chaque militant contribue à sa formation.*

Cette éducation se fait *dans la vie*, dans la discussion politique au sein de la cellule, dans l'autocritique du travail réalisé, ou par les conseils des camarades responsables, ou encore en suivant les Assemblées d'information. Elle se fait aussi par l'étude.

A cet égard, chaque militant doit valuer sa propre « *parasse intellectuelle* » ; il doit consacrer deux soirées par semaine au moins à son éducation par l'étude d'articles fondamentaux choisis dans *l'Humanité ou France Nouvelle*, par l'étude de *La Vie du Parti*, des *Cahiers du Communisme*, des discours des dirigeants du Parti, des textes essentiels de Marx, Engels, Lénine,



Chaque militant doit consacrer à son éducation deux soirées par semaine ..

Staline, en demandant conseil, sur le choix à faire, au responsable à l'éducation de la Section.

Bien entendu, le camarade désigné pour suivre une école doit y travailler avec persévérance pour en tirer le maximum de profit.

Ajoutons que le militant communiste, qui est un homme complet, doit avoir le souci d'améliorer sa culture générale, dans la vie et par l'étude (exemples : visite d'un salon de l'aviation ou de l'automobile, d'une exposition ; films ou livres recommandés, etc.).

En apprenant sans cesse, tout au long de sa vie, le communiste s'arme pour la lutte.

••

Pour chaque camarade qui assume une responsabilité à quel que échelon que ce soit, signalons quelques défauts redoutables :

La tendance à *vous faire tout croire et tout résoudre soi-même*, alors que le rôle du militant responsable est d'entraîner les autres au travail en les aidant et en les conseillant.

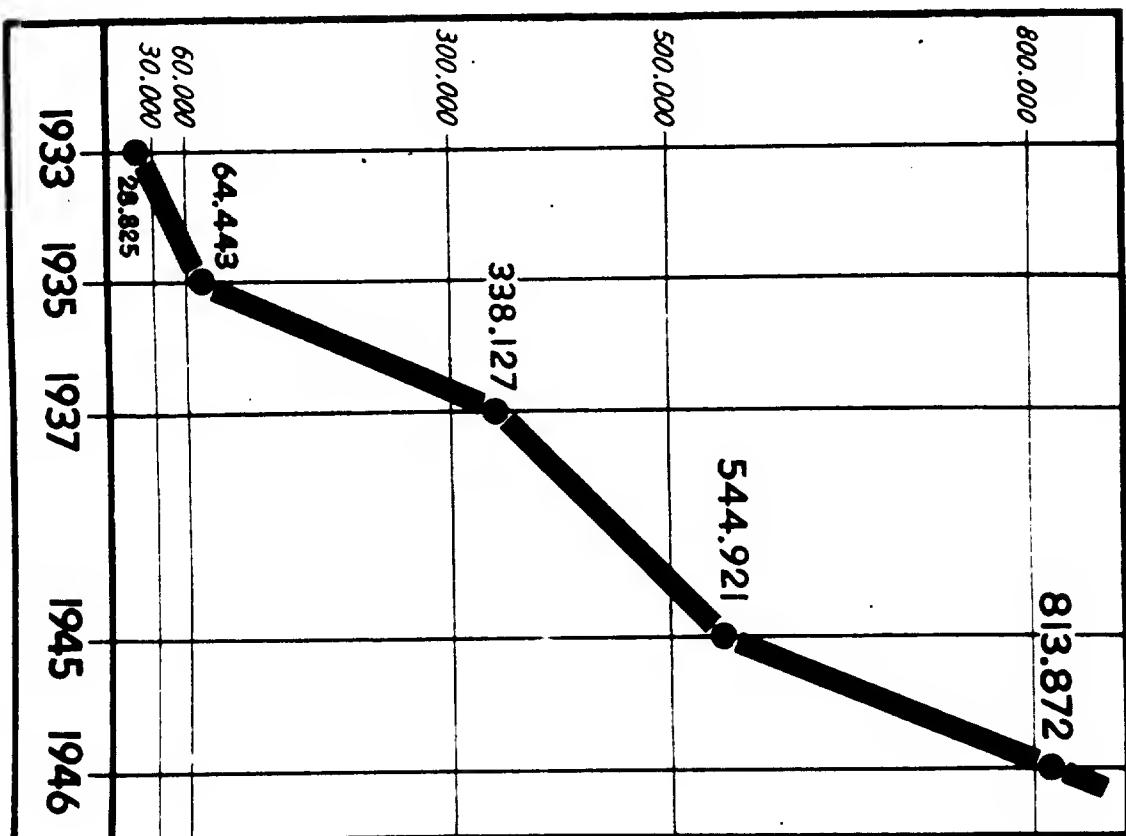
La *quintale*, l'*insouciance*, qui empêchent de voir le sérieux des situations et de prendre en conséquence les mesures indispensables.

— La *bureaucratie*, qui noie le travaille plus simple sous un flot inétrieable de détails, de paperasses et de difficultés d'exécution, et remplace par des lettres les cinq minutes de conversation qui régleraient la situation.

— La *lenteur*, qui freine le travail et empêche la réalisation des décisions du Parti.

Dans sa politique de cadres, le Parti s'inspire toujours de cette riche pensée de Staline :

“ Il faut enfin comprendre que de tous les capitaux précieux existant dans le monde, le plus précieux et le plus décisif, ce sont les hommes, les cadres. »
“ L'homme le capital le plus précieux. »)



La progression des effectifs du Parti communiste depuis 1933.

QUESTIONS

- I Pourquoi le Parti Communiste est-il l'avant-garde de la classe ouvrière?
- II Rappelez brièvement dans quelles conditions est né le Parti Communiste français.
- III Montrez par un exemple comment le Parti Communiste français joue son rôle de guide de la classe ouvrière.
- IV Pourquoi le Parti Communiste peut-il être à la fois le Parti de la classe ouvrière et le Parti de la Nation?
- V Rappelez les étapes essentielles de la politique nationale du Parti.
- VI En quoi consiste l'unité de pensée dans le Parti?
- VII Quelles sont les conditions d'appartenance au Parti?
- VIII Quelles sont les tâches essentielles de la cellule?
- IX Enoncez les principes du Centralisme Démocratique.
- X Quelles sont les qualités d'un bon militant communiste?
- XI Sur quelles bases les militants doivent-ils être choisis?

CONCLUSION

Notre Parti, Parti d'un type nouveau, a formé et forme des hommes d'un type nouveau. « *L'homme communiste* », a été magistralement défini dans le magnifique article de Jacques Duclos, paru en France occupée dans *les Cahiers du Communisme* (1^{er} trimestre 1944) :



« C'est l'honneur de notre Parti d'avoir formé des hommes devant qui l'on est obligé de sincéner, des hommes dont on est obligé de reconnaître l'abnégation et le courage. Les hommes qui sont venus prendre place dans les rangs de notre Parti, qu'ils soient ouvriers, paysans ou intellectuels, ont vécu et vécouvent dans une ambiance d'honnêteté politique, de courage, d'action et d'émulation fraternelle qui les a marqués de son empreinte... »

...Notre Parti, qui demande aux hommes de savoir prendre leurs responsabilités dans le développement et la conduite de l'action, doit faire de ses militants, non pas des robots, mais des hommes conscients de la situation des choses, de l'homme, conducte de la lutte, des hommes de l'initiative, comprenant qu'il est préférable de se trouver en agissant que de ne pas se trouver, dans se dérouler passivement les événements. »

OUVRAGES A LIRE APRÈS L'ÉCOLE

STALINE : *Des principes du Léninisme*. (Chap. VIII.)

— Pour une formation bolchevik (discours de clôture).

MAURICE THOREZ : *Une politique française* (rapport au X^e Congrès), pages 5 à 27 et pages 56 à 59.

— *l'unité ouvrière et rassemblement des forces démocratiques* (discours prononcé au C. C. des 15 et 16 juin 1946), Pages 22 à 27.

BIBLIOGRAPHIE

MARN et ENGELS : *Le Manifeste du Parti Communiste*.

STALINE : *L'homme, le capital le plus précieux*. Pour une formation bolchevik.

Histoire du Parti bolchevik.

Chapitres I, § 3.
— II, § 2, 3 et 4.
— IV, § 5.
et la conclusion.